

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204569]

**18 AVRIL 2013. — Décret modifiant certaines dispositions
du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article L1121-3, alinéa 2, du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, les mots « L1124-6 à L1124-8 » sont remplacés par « L1124-6 et L1124-8 ».

Art. 2. A l'article L1123-15, § 1^{er}, du même Code, sont apportées les modifications suivantes :

1^o l'alinéa 2 est abrogé;

2^o l'alinéa 5 est abrogé;

3^o à l'alinéa 3 les mots « aux alinéas 1^{er} et 2 », sont remplacés par les mots « à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 3. L'article L1124-1 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-1. Le contrat d'objectifs contient la description des missions légales du directeur général et qui ressortent du programme de politique générale, ainsi que tout autre objectif quantifiable et réalisable relevant de ses missions.

Il décrit la stratégie de l'organisation de l'administration au cours de la législature pour réaliser les missions et atteindre les objectifs visés à l'alinéa 1^{er}, et les décline en initiatives et projets concrets. Il contient une synthèse des moyens humains et financiers disponibles et/ou nécessaires à sa mise en œuvre.

Le contrat d'objectifs est rédigé par le directeur général sur base et dans les six mois de la réception de la lettre de mission que lui aura remis le collège communal à l'occasion du renouvellement intégral du conseil communal ou du recrutement du directeur général.

Cette lettre de mission comporte au moins les éléments suivants :

1^o la description de fonction et le profil de compétence de l'emploi de directeur général;

2^o les objectifs à atteindre pour les diverses missions, notamment sur base du programme de politique générale;

3^o les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués;

4^o l'ensemble des missions qui lui sont conférées par le présent Code et notamment sa mission de conseil et de disponibilité à l'égard de l'ensemble des membres du conseil communal.

Une concertation a lieu entre le directeur général et le collège communal sur les moyens nécessaires à la réalisation du contrat d'objectifs. Le directeur financier y est associé pour les matières dont il a la charge. En cas d'absence d'accord du directeur général sur les moyens, l'avis de ce dernier est annexé au contrat d'objectifs tel qu'approuvé par le collège communal.

L'actualisation du contrat d'objectifs est annuelle. Sur demande expresse du directeur général, le contrat d'objectifs peut être adapté par le collège en cours d'année. Le contrat d'objectifs est communiqué au conseil, de même que ses actualisations et éventuelles adaptations.

La lettre de mission est annexée au contrat d'objectifs. »

Art. 4. L'article L1124-2 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-2. § 1^{er}. Le directeur général est nommé par le conseil communal aux conditions fixées à l'article L1212-1 et dans le respect des règles minimales établies par le Gouvernement. Il est pourvu à l'emploi dans les six mois de la vacance.

La nomination définitive a lieu à l'issue du stage.

§ 2. Le statut administratif du directeur général est fixé par un règlement établi par le conseil communal et dans le respect des règles minimales établies par le Gouvernement.

L'emploi de directeur général est accessible par recrutement, promotion et mobilité. »

Art. 5. L'article L1124-4 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-4. § 1^{er}. Le directeur général est chargé de la préparation des dossiers qui sont soumis au conseil communal ou au collège communal. Il assiste, sans voix délibérative aux séances du conseil et du collège.

Le directeur général est également chargé de la mise en œuvre des axes politiques fondamentaux du programme de politique générale traduits dans le contrat d'objectifs visé à l'article L1124-1.

Dans ce cadre, il met en œuvre et évalue la politique de gestion des ressources humaines.

§ 2. Sous le contrôle du collège communal, il dirige et coordonne les services communaux et, sauf les exceptions prévues par la loi ou le décret, il est le chef du personnel. Dans ce cadre, il arrête le projet d'évaluation de chaque membre du personnel et le transmet à l'intéressé et au collège.

Le directeur général ou son délégué, de niveau supérieur à celui de l'agent recruté ou engagé, participe avec voix délibérative au jury d'examen constitué lors du recrutement ou de l'engagement des membres du personnel.

§ 3. Le directeur général assure la présidence du comité de direction visé à l'article L1211-3.

§ 4. Le directeur général est chargé de la mise sur pied et du suivi du système de contrôle interne du fonctionnement des services communaux.

Le système de contrôle interne est un ensemble de mesures et de procédures conçues pour assurer une sécurité raisonnable en ce qui concerne :

1^o la réalisation des objectifs;

2^o le respect de la législation en vigueur et des procédures;

3^o la disponibilité d'informations fiables sur les finances et la gestion.

Le cadre général du système de contrôle interne est soumis à l'approbation du conseil communal.

§ 5. Le directeur général rédige les procès-verbaux des séances du conseil et assure la transcription de ceux-ci. Dans le mois qui suit leur adoption par le conseil communal, les procès-verbaux transcrits sont signés par le bourgmestre et le directeur général.

Le directeur général donne des conseils juridiques et administratifs au conseil communal et au collège communal. Il rappelle, le cas échéant, les règles de droit applicables, mentionne les éléments de fait dont il a connaissance et veille à ce que les mentions prescrites par la loi figurent dans les décisions.

Ces avis et conseils sont annexés, à la décision du collège communal ou du conseil communal, et transmis au directeur financier.

§ 6. Après concertation avec le comité de direction, le directeur général est chargé de la rédaction des projets :

- 1° de l'organigramme;
- 2° du cadre organique;
- 3° des statuts du personnel. »

Art. 6. L'article L 1124-5 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-5. § 1^{er}. Le directeur général ne peut pas cumuler des activités professionnelles. Par activité professionnelle, il faut entendre, toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 23 du Code des Impôts sur les revenus de 1992, à l'exception des jetons de présence perçus dans l'exercice d'un mandat et des revenus issus des mandats tels que visés à l'article L5111-1.

Le conseil communal peut autoriser le cumul sur demande écrite et préalable du directeur général, pour une durée renouvelable de trois ans, si le cumul n'est pas :

- 1° de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction;
- 2° contraire à la dignité de la fonction;
- 3° de nature à compromettre l'indépendance du directeur général ou créer une confusion avec sa qualité de directeur général.

L'autorisation est révocable dès lors que l'une des conditions d'octroi susvisées n'est plus remplie. Les décisions d'autorisation, de refus et de révocation sont motivées.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le cumul d'activités professionnelles inhérentes ou ayant trait à l'exercice de la fonction s'exerce de plein droit. Est inhérente à l'exercice de la fonction toute charge :

- 1° exercée en vertu d'une disposition légale ou réglementaire;
- 2° inhérente à une fonction à laquelle le directeur général est désigné d'office par le conseil communal. »

Art. 7. L'article L1124-6 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-6. § 1^{er}. Le conseil communal fixe l'échelle de traitement du directeur général, dans les limites minimum et maximum déterminées ci-après :

1. communes de 10 000 habitants et moins : 34.000 € - 48.000 €;
2. communes de 10 001 à 20 000 habitants : 38.000 € - 54.000 €;
3. communes de 20 001 à 35 000 habitants : 40.600 € - 58.600 €;
4. communes de 35 001 à 80 000 habitants : 45.500 € - 65.000 €;
5. communes de plus de 80 001 habitants : 51.500 € - 72.500 €.

Les montants minima et maxima des échelles de traitement du directeur général sont rattachés à l'indice-pivot 138, 01.

Le Gouvernement peut adapter les échelles de traitement. »

Art. 8. L'article L1124-7 du même Code est abrogé.

Art. 9. Dans l'article L1124-8, alinéa 4, du même Code, les mots « en application de l'article L1124-7 » sont abrogés.

Art. 10. L'article L1124-11, alinéa 4, du même Code est abrogé.

Art. 11. L'article L1124-14 du même Code est abrogé.

Art. 12. Dans l'article L1124-15 du même Code, les mots « de 60 000 habitants » sont remplacés par les mots « de 10 000 habitants ».

Art. 13. L'article L1124-16 du même Code est remplacé par ce qui suit : « L'article L1124-2 est applicable au directeur général adjoint. ».

Art. 14. A l'article L1124-17, alinéa 2, du même Code, les mots « ou empêché » sont abrogés.

Art. 15. L'article L1124-19 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. L1124-19. Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article L1124-17, le collège communal désigne un directeur général faisant fonction en cas d'absence du directeur général ou de vacance de l'emploi pour une durée maximale de trois mois renouvelable. Pour une période ininterrompue n'excédant pas trente jours le collège peut déléguer au directeur général la désignation de l'agent appelé à le remplacer. »

Art. 16. L'article L1124-20 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. L1124-20. Le directeur général faisant fonction bénéficie de l'échelle de traitement du titulaire. »

Art. 17. L'article L1124-21 du même Code est remplacé comme suit :

« Art. L1124-21. § 1^{er}. Les fonctions de directeur financier sont conférées et exercées conformément aux dispositions ci-après :

- 1° dans les communes comptant plus de 10 000 habitants, par un directeur financier;
- 2° dans les communes comptant 10 000 habitants et moins, par un receveur régional; sauf si le conseil communal crée l'emploi de directeur financier.

Le Gouvernement arrête la date d'entrée en vigueur du présent paragraphe.

§ 2. Le directeur financier d'une commune comptant 20 000 habitants ou moins peut être nommé directeur financier du centre public d'action sociale du même ressort; il ne peut toutefois être nommé directeur financier d'une autre commune, ni directeur financier du centre public d'action sociale d'une autre commune.

Les prestations totales ne pourront en aucun cas porter le volume global de toutes les activités cumulées à plus de 1,25 fois la durée de travail de l'emploi à temps plein.

Le conseil communal et le conseil de l'action sociale déterminent de commun accord la répartition du temps de travail du directeur financier au profit des deux institutions, dans le respect de la limite maximale d'1,25 fois visée à l'alinéa 2. La charge salariale incombant respectivement à la commune et au centre public d'action sociale est proportionnelle au temps de travail presté au profit de chacune des deux institutions.

Art. 18. A L'article L1124-22 du même Code, les §§ 1^{er} et 2 sont remplacés par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le directeur financier est nommé par le conseil communal aux conditions fixées à l'article L1212-1 et dans le respect des règles minimales établies par le Gouvernement.

Il est pourvu à l'emploi dans les 6 mois de la vacance.

L'emploi de directeur financier est accessible par recrutement, promotion et mobilité.

La nomination définitive a lieu à l'issue du stage.

§ 2. Le directeur financier est placé sous l'autorité du collège communal.

Son statut administratif est fixé dans un règlement établi par le conseil communal dans le respect des règles minimales établies par le Gouvernement. »

Art. 19. Dans l'article L1124-22, § 3, alinéa 4, du même Code, la phrase « Le receveur local faisant fonction doit réunir les conditions requises pour l'exercice de la fonction de receveur local » est remplacée par la phrase « Le directeur financier faisant fonction bénéficie du traitement du titulaire. ».

Art. 20. L'article L1124-25 du Code est remplacé par l'article suivant :

« Art. L1124-25. Le directeur financier remplit la fonction de conseiller financier et budgétaire de la commune.

Dans le cadre du système de contrôle interne, il est chargé :

1° de l'utilisation efficace et économique des ressources;

2° de la protection des actifs;

3° de fournir au directeur général, des informations financières fiables. »

Art. 21. Les articles L1124-26 à L1124-34 du Code sont abrogés. Dans l'article L1124-35 du même Code, les mots « , dans les communes de 5 001 habitants et plus » sont supprimés.

Art. 22. L'article L1124-36 du même Code est abrogé.

Art. 23. A l'article L1124-37 du même Code, les mots « de 15 001 à 20 000 habitants » sont remplacés par les mots « de 10 001 à 20 000 habitants ».

Art. 24. Dans le même Code, l'article L1124-38 est remplacé par ce qui suit :

« Art. L1124-38. § 1^{er}. Le directeur financier ne peut cumuler des activités professionnelles. Par activité professionnelle, il faut entendre, toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 23 du Code des Impôts sur les revenus de 1992, à l'exception des jetons de présence perçus dans l'exercice d'un mandat et des revenus issus des mandats tels que visés à l'article L5111-1.

Le conseil communal peut autoriser le cumul sur demande écrite et préalable du directeur financier, pour une durée renouvelable de trois ans, si le cumul n'est pas :

1° de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction;

2° contraire à la dignité de la fonction;

3° de nature à compromettre son indépendance ou créer une confusion avec sa qualité de directeur financier.

L'autorisation est révoquée dès lors que l'une des conditions d'octroi susvisées n'est plus remplie. Les décisions d'autorisation, de refus et de révocation sont motivées.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le cumul d'activités professionnelles inhérentes ou ayant trait à l'exercice de la fonction s'exerce de plein droit. Est inhérente à l'exercice de la fonction toute charge :

1° exercée en vertu d'une disposition légale ou réglementaire;

2° à laquelle le directeur financier est désigné d'office par le conseil communal. »

Art. 25. L'article L1124-39 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« L'article L1124-38 est applicable, *mutatis mutandis*, au receveur régional. »

Art. 26. L'article L1124-40 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. L1124-40. § 1^{er}. Le directeur financier est chargé :

1° d'effectuer les recettes de la commune.

En vue du recouvrement des créances non fiscales certaines et exigibles, le directeur financier peut envoyer une contrainte visée et rendue exécutoire par le collège communal.

Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier. Cet exploit interrompt la prescription.

Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège communal que si la dette est exigible, liquide et certaine. Le débiteur doit en outre être préalablement mis en demeure par courrier recommandé. La commune peut imputer des frais administratifs pour ce courrier recommandé. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent être recouverts par la contrainte. Les dettes des personnes de droit public ne peuvent jamais être recouvrées par contrainte. Un recours contre cet exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation;

2° d'acquitter sur mandats les dépenses ordonnancées jusqu'à concurrence, soit :

a) du montant spécial de chaque article du budget;

b) du crédit spécial ou du crédit provisoire;

c) du montant des allocations transférées en application de l'article L1311-4 :

3° de remettre, en toute indépendance, un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil communal ou du collège communal ayant une incidence financière ou budgétaire supérieure à 22.000 euros, dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier contenant le projet et ses annexes explicatives éventuelles;

4° de remettre, en toute indépendance et d'initiative, un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil communal et du collège communal ayant une incidence financière ou budgétaire inférieure à 22.000 euros, dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier contenant le projet et ses annexes explicatives éventuelles.

Le délai de dix jours visé au 4° peut être prorogé d'une durée égale à ce délai par décision de l'auteur de l'acte concerné si le directeur financier en fait la demande motivée. En cas d'urgence dûment motivée, le délai peut être ramené à cinq jours.

A défaut, il est passé outre l'avis. Cet avis fait, le cas échéant, partie intégrante du dossier soumis à la tutelle.

Dans le cas où il y aurait, de la part du directeur financier, refus ou retard d'acquitter le montant des dépenses visées au 2°, le paiement en sera poursuivi, comme en matière de contributions directes, par le receveur régional des contributions directes sur l'exécutoire du collège provincial qui convoque le directeur financier et l'entend préalablement s'il se présente.

§ 2. Le directeur financier donne, en toute indépendance, un avis de légalité écrit et motivé, sur demande du collège communal ou du directeur général, sur toute question ayant une incidence financière. A défaut, il est passé outre l'avis. Il peut rendre, en toute indépendance et d'initiative, au collège communal son avis de légalité écrit et motivé ou ses suggestions sur toute question ayant une incidence financière au niveau de la commune ou au niveau des entités consolidées de la commune, à savoir le centre public d'action sociale pour les communes de la région de langue française, la zone de police, les fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus pour les communes de la région de langue française, les régies ordinaires ou autonomes ainsi que les diverses associations de droit ou de fait qui reçoivent des subventions de la commune.

§ 3. Le directeur financier peut être entendu par le collège communal sur ses avis ou suggestions.

§ 4. Le directeur financier fait rapport en toute indépendance au conseil communal au moins une fois par an sur l'exécution de sa mission de remise d'avis. Le rapport contient aussi, et notamment :

- un état actualisé, rétrospectif et prospectif de la trésorerie;
- une évaluation de l'évolution passée et future des budgets;
- une synthèse des différents avis qu'il a rendus à la demande ou d'initiative;
- l'ensemble des données financières des services communaux en ce compris les services de police, des régies communales, des intercommunales, des sociétés dans lesquelles la commune a une participation d'au moins 15 % et des ASBL auxquelles la commune participe et au sein desquelles elle désigne au moins 15 % des membres des organes de gestion.

Il peut émettre dans ce rapport toutes les suggestions qu'il estime utile. Il adresse copie de son rapport simultanément au collègue et au directeur général. »

Art. 27. L'article L1124-41 du même Code est abrogé.

Art. 28. L'article L1124-42 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. L1124-42. § 1^{er}. Le collègue communal, ou celui de ses membres qu'il désigne à cette fin, vérifie l'encaisse du directeur financier au moins une fois par trimestre, et établit un procès-verbal de la vérification, qui mentionne ses observations et celles formulées par le directeur financier; il est signé par le directeur financier et les membres du collège qui y ont procédé.

Le collège communal communique le procès-verbal au conseil communal.

Lorsque le directeur financier a la charge de plusieurs encaisses publiques, celles-ci sont vérifiées simultanément aux jours et heures fixés par les autorités concernées.

§ 2. Le directeur financier signale immédiatement au collège communal tout déficit résultant d'un vol ou d'une perte.

Il est aussitôt procédé à la vérification de l'encaisse, conformément au paragraphe 1^{er}, en vue de déterminer le montant du déficit.

Le procès-verbal de la vérification est complété par l'exposé des circonstances et des mesures de conservation prises par le directeur financier.

§ 3. Lorsque la vérification de l'encaisse fait apparaître un déficit à la suite d'un vol ou d'une perte, le collège communal invite le directeur financier, par recommandé, à verser une somme équivalente dans la caisse communale. Cette invitation est précédée par une décision du conseil communal établissant si et dans quelle mesure le directeur financier doit être tenu pour responsable du vol ou de la perte, et fixant le montant du déficit en résultant qu'il appartient de solder; une expédition de cette décision est annexée à l'invitation qui lui est faite de payer.

§ 4. Dans les soixante jours à dater de la notification de cette invitation, le directeur financier peut saisir le Gouvernement d'un recours; ce recours est suspensif de l'exécution.

Le Gouvernement statue en tant que juridiction administrative sur la responsabilité incombant au directeur financier et fixe le montant du déficit qui doit en conséquence être mis à sa charge.

La décision du Gouvernement est exécutée après l'expiration du délai visé à l'article 4, alinéa 3, de l'arrêté du Régent du 23 août 1948 déterminant la procédure devant la section d'administration du Conseil d'Etat; une fois le délai expiré, ou en l'absence de recours, la décision est exécutée sur les biens personnels du directeur financier s'il ne s'est pas exécuté volontairement. Lorsque le directeur financier n'introduit pas de recours auprès du Gouvernement et s'abstient, à l'expiration du délai imparti pour ce faire, de satisfaire à l'invitation de payer qui lui est adressée, il est procédé de la même manière à l'exécution par voie de contrainte. »

Art. 29. L'article L1124-43 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. L1124-43. À la demande du directeur financier ou du receveur régional, le recouvrement des impositions dues à une commune est poursuivi, contre les contribuables domiciliés dans une autre commune, par le directeur financier ou le receveur régional de celle-ci.

Les frais exposés par la commune poursuivante et non recouverts à charge du contribuable sont supportés par la commune demanderesse. »

Art. 30. L'article L1124-44 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. L1124-44. § 1^{er}. La responsabilité du directeur financier ou du receveur régional ne s'étend pas aux recettes que le conseil communal juge nécessaire de faire effectuer par des agents spéciaux; ces agents sont responsables des recettes dont le recouvrement leur est confié; ils sont, pour ce qui concerne le recouvrement de ces recettes, soumis aux mêmes obligations que le directeur financier.

Les agents spéciaux sont soumis aux mêmes règles que les directeurs financiers pour ce qui concerne le serment, le remplacement, l'établissement du compte de fin de gestion et les recours ouverts auprès du Gouvernement; les articles L1124-22, § 3, L1124-45 et L1126-4 leur sont, *mutatis mutandis*, applicables.

Ils ne peuvent effectuer aucune opération de dépense sur les comptes qu'ils gèrent.

Les recettes réalisées sont versées au moins tous les quinze jours au directeur financier, le dernier versement de l'exercice étant effectué le dernier jour ouvrable du mois de décembre.

Lors de chaque versement, l'agent spécial transmet au directeur financier la liste détaillée des imputations budgétaires, des montants versés et des redevables correspondants.

Les comptes de l'agent spécial, accompagnés des pièces justificatives sont soumis à la vérification et au visa du collège communal.

Ils sont ensuite transmis au directeur financier avec toutes les pièces justificatives pour être annexés au compte budgétaire.

L'article L1124-42 est, *mutatis mutandis*, applicable à l'agent spécial lorsqu'un déficit découlant d'un vol ou d'une perte est constaté.

§ 2. Le conseil communal peut charger, au titre de fonction accessoire, certains agents communaux, du paiement et de l'engagement de menues dépenses, et de la perception de recettes en espèces, au moment où le droit à la recette est établi.

Les agents visés à l'alinéa 1^{er} ne sont pas soumis aux obligations visées au § 1^{er}. Ils versent au directeur financier au moins toutes les semaines, le montant intégral de leurs perceptions, selon les directives qu'il leur donne et en les justifiant par un état de recouvrement détaillé par article budgétaire. »

Art. 31. L'article L1124-45 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. L1124-45. § 1^{er}. Un compte de fin de gestion est établi lorsque le directeur financier ou le receveur régional ou l'agent spécial visé à l'article L1124-44, § 1^{er}, cesse définitivement d'exercer ses fonctions, et dans les cas visés aux articles L1124-22, § 3, alinéa 5, et L1124-24, alinéa 2.

§ 2. Le compte de fin de gestion du directeur financier ou de l'agent spécial, accompagné, s'il y a lieu de ses observations, ou en cas de décès de celles de ses ayants cause, est soumis par le collège communal au conseil communal qui l'arrête et déclare le comptable quitte ou fixe un débit.

La décision par laquelle le compte de fin de gestion est définitivement arrêté est notifiée par recommandé au comptable, ou en cas de décès à ses ayants cause, par les soins du collège communal, accompagnée, s'il y a lieu, d'une invitation à solder le débit.

§ 3. Le gouverneur arrête le compte de fin de gestion du receveur régional et le déclare quitte ou fixe le débit, après avoir transmis le compte au conseil communal en l'invitant à lui adresser ses observations dans le délai qu'il indique.

Le gouverneur notifie par recommandé sa décision au receveur, ou en cas de décès à ses ayants cause, en y joignant, s'il y a lieu, une invitation à solder le débit.

§ 4. L'article L1124-42, § 4 est, *mutatis mutandis*, applicable lorsque le comptable est invité à solder un débit. »

Art. 32. L'article L1124-49 du même Code est remplacé par le texte suivant :

« Art. L1124-49. § 1^{er}. Les receveurs régionaux exercent leurs fonctions sous l'autorité du gouverneur ou du commissaire d'arrondissement délégué.

La Région assume, vis-à-vis des communes intéressées, la responsabilité de la gestion de ces comptables.

§ 2. Au moins une fois par trimestre, l'encaisse du receveur régional est vérifiée par le gouverneur; il établit un procès-verbal de la vérification, qui mentionne ses observations, ainsi que celles formulées par le receveur, et est signé par l'un et l'autre; le gouverneur donne connaissance de ce procès-verbal au conseil communal.

Il est procédé simultanément à la vérification des encaisses du receveur régional pour toutes les communes de son ressort, ainsi que des autres encaisses publiques dont il aurait la charge.

Le receveur régional signale immédiatement au gouverneur et au collège communal tout déficit résultant d'un vol ou d'une perte; le gouverneur procède aussitôt à la vérification de l'encaisse conformément aux alinéas 1^{er} et 2; le procès-verbal de la vérification est complété par l'exposé des circonstances et des mesures de conservation prises par le receveur.

Après avoir demandé au conseil communal de lui faire connaître ses observations dans le délai qu'il indique, le gouverneur invite le receveur, par recommandé, dont il transmet une copie au collège communal, à verser dans la caisse communale une somme équivalente au montant du déficit que le gouverneur décide de mettre à sa charge lorsqu'il estime que le receveur doit être tenu pour responsable en tout ou en partie du vol ou de la perte.

L'article L1124-42, § 4, est applicable *mutatis mutandis*. »

Art. 33. L'article suivant : L1124-50 du même Code est remplacé par le texte :

« Art. L1124-50. Aux conditions et modalités arrêtées par le Gouvernement, le collège communal procède à l'évaluation du directeur général, du directeur général adjoint et du directeur financier. »

Art. 34. Dans l'article L1125-1 du même Code, il est inséré un 12^o rédigé comme suit :

« 12^o Les parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement avec le directeur général, le directeur général adjoint et le directeur financier et les personnes unies par les liens du mariage ou de la cohabitation légale avec le directeur général, le directeur général adjoint ou le directeur financier de la commune. »

Art. 35. L'article L1132-1 du même Code est remplacé par ce qui suit :

« Art L1132-1. Le directeur général rédige les procès-verbaux du collège communal et assure la transcription de ceux-ci. »

Art. 36. Dans le même Code, il est inséré un article L1211-2 et un article L1211-3 rédigés comme suit :

« Art. L1211-2. Le collège communal établit l'organigramme des services communaux.

L'organigramme représente la structure d'organisation des services communaux, indique les rapports hiérarchiques et identifie les fonctions qui impliquent l'appartenance au comité de direction.

Art. L1211-3. § 1^{er}. Il est instauré un comité de direction au sein de chaque commune composé du directeur général, du directeur général adjoint, du directeur financier et des membres du personnel que le directeur général choisit parmi ceux qui remplissent des fonctions reliées à la qualité de responsable de service par l'organigramme visé à l'article L1211-2.

§ 2. Outre les attributions confiées par décision du collège communal, le comité de direction connaît toutes les questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

Les avant-projets de budget, modifications budgétaires et notes explicatives y relatives, sont concertés en comité de direction.

§ 3. A l'exception de la réunion de concertation prévue au § 2, alinéa 2, pour les communes dont le nombre d'habitants est inférieur ou égal à 10 000, la mise en place d'un comité de direction est facultative. Les comités de direction de la commune et du C.P.A.S. pour les communes de la région de langue française tiennent des réunions conjointes au moins deux fois par an. »

Art. 37. Dans l'article L1215-8 du même Code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le directeur général peut, sur rapport motivé du supérieur hiérarchique, infliger aux membres du personnel susvisés les sanctions disciplinaires de l'avertissement et de la réprimande.

Le directeur général notifie sa décision au collège communal, qui dispose d'un délai de quinze jours pour l'évoquer. Passé ce délai, la décision du directeur général est notifiée à l'agent selon le prescrit de l'article L1215-18.

Le collège communal notifie sans tarder, par recommandé, la décision à l'agent concerné.

L'alinéa 1^{er} ne s'applique pas au directeur général adjoint et au directeur financier. »

Art. 38. L'article L1217-1 du même Code est complété comme suit :

« En cas de licenciement pour inaptitude professionnelle du directeur général, du directeur général adjoint ou du directeur financier, à l'exception des agents promus, la commune ou la province leur octroie une indemnité correspondant à minimum trois mois de traitement par tranche de cinq années de travail entamée. »

Art. 39. L'article L1218-1 du même Code est modifié comme suit :

« Il est institué une Chambre de recours régionale. Elle connaît :

1^o des recours à l'encontre des décisions de démission d'office pour licenciement pour inaptitude professionnelle;

2^o des recours introduits par les directeurs généraux, les directeurs généraux adjoints, directeurs financiers, à l'encontre des décisions prises à leur égard dans le cadre de leur évaluation. »

Art. 40. L'article L1218-2 du même Code est modifié comme suit :

« La chambre de recours se compose de :

- un président et un vice-président;

- 11 assesseurs effectifs et 11 assesseurs suppléants.

Elle est assistée par un greffier effectif et un greffier suppléant.

Le président et le vice-président sont désignés par le Gouvernement parmi les magistrats effectifs ou honoraires.

Deux assesseurs effectifs et deux suppléants sont désignés par l'Union des Villes et Communes de Wallonie. Un assesseur effectif et un suppléant sont désignés par l'Association des Provinces wallonnes.

Un assesseur effectif et un suppléant sont désignés par chaque organisation syndicale représentative au sens de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités.

Deux assesseurs effectifs et deux suppléants sont désignés par la Fédération des secrétaires communaux et de C.P.A.S.

Deux assesseurs effectifs et deux suppléants sont désignés par la Fédération des receveurs communaux et de C.P.A.S.

Un assesseur effectif et un suppléant sont désignés parmi les directeurs généraux provinciaux.

Les assesseurs désignés doivent être agréés par le Gouvernement. Le refus d'agrément est soumis au Comité C.

Les greffiers effectifs et suppléants sont désignés par le Gouvernement parmi les agents du niveau A de la Région ».

Art. 41. L'article L1218-5 est modifié comme suit :

« La chambre de recours ne délibère valablement qu'au nombre de 8 membres au moins soit le président ou le vice-président, sept assesseurs parmi lesquels deux représentants des organisations syndicales et deux représentants de l'Union des Villes et Communes de Wallonie et de l'Association des Provinces wallonnes ainsi que deux représentants de la fédération concernée. »

Art. 42. Un article L1218-12 est ajouté; et rédigé comme suit :

« Art. L1218-12. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application des articles L1218-3 et L1218-4 et des articles L1218-7 à L1218-10, les directeurs généraux, les directeurs généraux adjoints et directeurs financiers disposent d'un délai de quinze jours prenant cours le premier jour ouvrable qui suit la notification des décisions prises à leur égard dans le cadre de leur évaluation pour saisir, par pli recommandé, la Chambre de recours visée aux articles L1218-1 et suivants.

§ 2. La Chambre de recours émet un avis motivé « favorable » ou « défavorable ».

Cet avis est notifié au requérant et à l'autorité compétente en matière d'évaluation accompagné du dossier complet, dans un délai de trente jours calculé conformément au prescrit de l'article L1218-13, § 2. »

Art. 43. Un article L1218-13 est ajouté et rédigé comme suit :

« Art. L1218-13. § 1^{er}. Lorsque la Chambre de recours est saisie d'un recours visé à l'article L1218-1, 2^o, le greffier de la Chambre de recours, dans les deux jours de la réception du recours, en accuse réception et le notifie simultanément à l'autorité compétente en l'invitant à lui communiquer dans les dix jours l'acte accompagné de ses pièces justificatives.

§ 2. A défaut de réception de l'acte accompagné de ses pièces justificatives dans le délai de dix jours requis, les faits avancés par le recours sont présumés exacts et le délai de trente jours commence à courir le premier jour ouvrable qui suit l'expiration de ce délai.

§ 3. L'avis de la Chambre de recours est notifié à l'autorité compétente et au requérant.

§ 4. L'avis défavorable de la Chambre de recours oblige l'autorité compétente à procéder à une nouvelle évaluation. »

Art. 44. L'article L2212-76, § 3, du même Code est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, ni être unis par les liens du mariage ou de la cohabitation légale le directeur général, le directeur financier, le commissaire d'arrondissement ou le gouverneur et un membre du collège ou du conseil provincial. »

Art. 45. Dans l'article L4142-1, § 2, du même Code, sont ajoutés un 9^o et 10^o libellés comme suit :

« 9^o dans la (ou les) commune(s) où il exerce sa fonction, le directeur général, le directeur général de centre public d'action sociale, le directeur financier, le directeur financier de centre public d'action sociale ou le receveur régional;

10^o dans une des communes de la province où il exerce sa fonction, le directeur général et le directeur financier. »

Art. 46. Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation :

1^o les mots « secrétaire » et « secrétaire communal » sont remplacés par les mots « directeur général »;

2^o les mots « secrétaires » et « secrétaires communaux » sont remplacés par les mots « directeurs généraux », sauf aux articles L1123-5; L1123-10, § 2; Livre IV - Titre I^{er} - Chapitre IV; L1414-1; L2121-1; L4125-1; L4125-2, § 5; L4125-7; L4125-11; L4125-15; L4143-6; L4143-19; L4143-20; L4145-28 et L4231-1;

3^o les mots « greffier » et « greffier provincial » sont remplacés par les mots « directeur général »;

4^o les mots « greffiers » et « greffiers provinciaux » sont remplacés par les mots « directeurs généraux ».

Art. 47. Dans le Code de la démocratie locale et de la décentralisation;

1^o les mots « receveur local » et « receveurs locaux » sont respectivement remplacés par les mots « directeur financier » et « directeurs financiers »;

2^o les mots « receveur provincial » et « receveurs provinciaux » sont respectivement remplacés par les mots « directeur financier » et « directeurs financiers »;

3^o sauf lorsqu'il est suivi du mot « régional », le mot « receveur » est remplacé par les mots « directeur financier ».

4^o sauf lorsqu'il est suivi du mot « régionaux », le mot « receveurs » est remplacé par les mots « directeurs financiers », sauf aux articles L1124-21, §§ 1^{er}, 2 et 3; L1124-23, § 2; L1124-24; L1124-37; L1124-40; L1124-45, § 3; L1124-47; L1124-49, § 2; L1215-6; L1215-9; L2121-1; Livre II - Titre I^{er} - Chapitre II - Section 5; L3116-3 et L3321-4, § 1^{er}.

Art. 48. Au Livre II du Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation, Titre I^{er}, Chapitre II, la section 5 est remplacée par ce qui suit :

« Section 5. — Le directeur général et le directeur financier

Sous-section 1^{re}. — Le directeur général

Art. L2212-56. § 1^{er}. Le directeur général est nommé par le conseil provincial, sur base d'un examen organisé par la province et dans le respect des règles minimales établies par le Gouvernement wallon.

Il est pourvu à l'emploi dans les 6 mois de la vacance.

La nomination définitive a lieu à l'issue du stage.

Aux conditions et modalités arrêtées par le Gouvernement, le collège provincial procède à l'évaluation du directeur général et du directeur financier.

§ 2. Le conseil provincial fixe le traitement du directeur général dans les limites minimum et maximum de l'échelle de traitement liée à la fonction de directeur général des communes classées dans la catégorie supérieure conformément à l'article L1124-6. Le conseil provincial détermine les indemnités et allocations dont le directeur général jouit à l'instar des autres fonctionnaires provinciaux.

Les services que le directeur général a accomplis dans une administration fédérale, régionale, provinciale ou communale, avant sa nomination en cette qualité, sont intégralement pris en compte pour le calcul de son traitement.

§ 3. Le statut administratif du directeur général est fixé par un règlement établi par le conseil, dans le respect des règles minimales établies par le Gouvernement.

L'emploi de directeur général est accessible par recrutement, promotion et mobilité.

Art. L2212-57. § 1^{er}. Le conseil provincial peut infliger une des sanctions disciplinaires prévues dans le statut des agents provinciaux, au directeur général et au directeur financier.

Sans préjudice des prérogatives du conseil provincial et du collège provincial, l'avertissement et la réprimande peuvent, sur rapport dûment motivé du supérieur hiérarchique de l'agent, être infligés par le directeur général aux membres du personnel provincial.

§ 2. Le directeur général notifie sa décision au collège provincial, qui dispose d'un délai de 15 jours pour l'évoquer. Passé ce délai, la décision du directeur général est notifiée à l'agent selon le prescrit de l'article L1215-18.

Art. L2212-58. § 1^{er}. Le directeur général est chargé de la préparation des dossiers qui sont soumis au conseil provincial ou au collège provincial.

Le directeur général est également chargé de l'exécution des axes politiques fondamentaux du programme de politique générale traduits dans le contrat d'objectifs visé à l'article L2212-61 du présent décret.

§ 2. Sous le contrôle du collège provincial, il dirige et coordonne les services. Sauf exception prévue par la loi, il est le chef du personnel.

§ 3. Le directeur général assiste, sans voix délibérative, aux séances du conseil et du collège provincial. Il en rédige les procès-verbaux et assure la transcription des délibérations. Il tient, à cet effet, des registres distincts pour le conseil et pour le collège provincial.

Le règlement d'ordre intérieur détermine les modalités de transcription et identifie les délibérations qui sont transcrites.

Les actes ainsi transcrits et les minutes des délibérations, sont signés dans le mois par le directeur général et, soit par le président du conseil ou du collège provincial, soit par tous les membres du collège qui y ont assisté, conformément au règlement visé à l'alinéa 2.

Les expéditions sont délivrées sous la signature du directeur général et le sceau de la province dont il est le dépositaire.

§ 4. Le directeur général donne des conseils juridiques et administratifs au conseil provincial et au collège provincial. Il rappelle, le cas échéant, les règles de droit applicables, mentionne les éléments de fait dont il a connaissance et veille à ce que les mentions prescrites par la loi figurent dans les décisions.

Ces avis et conseils sont annexés, selon le cas, à la décision du collège provincial ou du conseil provincial et transmis au directeur financier.

§ 5. Le directeur général assure la présidence du comité de direction tel que visé à l'article L2212-62.

Après concertation avec le comité de direction, le directeur général est chargé de la rédaction des avant-projets :

1° de l'organigramme;

2° du cadre organique;

3° du statut du personnel.

§ 6. Le directeur général est chargé de la mise sur pied et du suivi du système de contrôle interne du fonctionnement des services provinciaux.

Le système de contrôle interne est un ensemble de mesures et de procédures conçues pour assurer une sécurité raisonnable en ce qui concerne :

1° la réalisation des objectifs;

2° le respect de la législation en vigueur et des procédures;

3° la disponibilité d'informations fiables sur les finances et la gestion, telles qu'elles doivent être fournies par le receveur.

Le cadre général du système de contrôle interne est soumis à l'approbation du conseil provincial.

§ 7. Le directeur général ou son délégué, de niveau supérieur à celui de l'agent recruté ou engagé, participe avec voix délibérative au jury d'examen constitué lors du recrutement ou de l'engagement des membres du personnel.

§ 8. Le directeur général a la garde des archives. Il communique aux membres du conseil et du collège, à la demande et sans déplacement, toutes les pièces. Au besoin il en délivre copie.

Il transmet à chaque conseiller provincial un exemplaire de tout ce qui est imprimé au nom du conseil et du collège provincial. »

Art. L2212-59. Le collège provincial désigne un directeur général faisant fonction en cas d'absence du directeur général ou de vacance de l'emploi pour une durée maximale de trois mois renouvelable. Pour une période ininterrompue n'excédant pas trente jours, le directeur général peut soumettre au collège provincial, le nom de l'agent appelé à le remplacer.

Le directeur général faisant fonction bénéficie de l'échelle de traitement du titulaire.

Art. L2212-60. § 1^{er}. Le directeur général ne peut cumuler des activités professionnelles. Par activité professionnelle, il faut entendre, toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 23 du Code des Impôts sur les revenus de 1992 à l'exception des jetons de présence perçus dans l'exercice d'un mandat et des revenus issus des mandats tels que visés à l'article L5111-1.

Le conseil provincial peut autoriser le cumul sur demande écrite et préalable du directeur général, pour une durée renouvelable de trois ans, si le cumul n'est pas :

1° de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction;

2° contraire à la dignité de celle-ci;

3° de nature à compromettre l'indépendance du directeur général ou créer une confusion avec sa qualité de directeur général.

L'autorisation est révoquée dès lors que l'une des conditions d'octroi susvisées n'est plus remplie. Les décisions d'autorisation, de refus et de révocation sont motivées.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, le cumul d'activités professionnelles inhérentes ou ayant trait à l'exercice de la fonction s'exerce de plein droit. Est inhérente à l'exercice de la fonction toute charge :

- 1° exercée en vertu d'une disposition légale ou réglementaire;
- 2° à laquelle le directeur général est désigné d'office par le conseil provincial.

Sous-section 2. — Du contrat d'objectifs et du comité de direction

Art. L2212-61. § 1^{er}. Le contrat d'objectifs contient la description des missions légales du directeur général et qui ressortent du programme de politique générale, ainsi que tout autre objectif quantifiable et réalisable relevant de ses missions.

Il décrit la stratégie de l'organisation de l'administration au cours de la législature pour réaliser les missions et atteindre les objectifs visés à l'alinéa 1^{er} et les décline en initiatives et projets concrets. Il contient une synthèse des moyens humains et financiers disponibles et/ou nécessaires à sa mise en œuvre.

§ 2. Le directeur général rédige le contrat d'objectifs sur base et dans les six mois de la réception de la lettre de mission que lui aura remis le collège provincial à l'occasion du renouvellement intégral du conseil provincial ou lors du recrutement du directeur général.

Cette lettre de mission comporte au moins les éléments suivants :

- 1° la description de fonction et le profil de compétence de l'emploi de directeur général;
- 2° les objectifs à atteindre pour les diverses missions, notamment sur base du programme de politique générale;
- 3° les moyens budgétaires et les ressources humaines attribués;
- 4° l'ensemble des missions qui lui sont conférées par le présent Code et notamment sa mission de conseil et de disponibilité à l'égard de l'ensemble des membres du conseil.

Une concertation a lieu entre le directeur général et le collège provincial sur les moyens nécessaires à la réalisation du contrat d'objectifs. Le directeur financier y est associé pour les matières dont il a la charge. En cas d'absence d'accord du directeur général sur les moyens, l'avis de ce dernier est annexé au contrat d'objectifs tel qu'approuvé par le collège provincial.

§ 3. L'actualisation du contrat d'objectifs est annuelle. Sur demande expresse du directeur général, le contrat d'objectifs peut être adapté par le collège en cours d'année. Le contrat d'objectifs est communiqué au conseil, de même que ses actualisations et éventuelles adaptations.

La lettre de mission est annexée au contrat d'objectifs.

Art. L2212-62. Il est instauré un comité de direction au sein de chaque province.

Outre les attributions confiées par décision du collège provincial, le comité de direction connaît toutes questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

Ce comité est composé du directeur général, du directeur financier et des membres du personnel que le directeur général choisit parmi ceux qui remplissent les fonctions reliées à la qualité de responsable de service par l'organigramme.

Sous-section 3. — Le directeur financier

Art. L2212-63. § 1^{er}. Le directeur financier est nommé par le conseil provincial. Il est nommé sur la base d'un examen organisé par la province et dans le respect des règles minimales établies par le Gouvernement wallon.

Il est pourvu à l'emploi dans les 6 mois de la vacance.

La nomination définitive a lieu à l'issue du stage.

Le traitement du directeur financier est fixé par le conseil provincial conformément à l'échelle des traitements applicable aux directeurs généraux des services des communes de plus de 80 001 habitants, prévue par l'article L1124-6.

Les services que le directeur financier a accomplis dans une administration fédérale, régionale, provinciale ou communale, avant sa nomination en cette qualité, sont intégralement pris en compte pour le calcul de son traitement.

§ 2. Le statut administratif du directeur financier est fixé par un règlement établi par le conseil et dans le respect des règles minimales établies par le Gouvernement.

L'emploi de directeur financier est accessible par recrutement, promotion et mobilité.

§ 3. Le directeur financier est placé sous l'autorité du collège provincial.

Art. L2212-64. § 1^{er}. Le collège provincial désigne un directeur financier faisant fonction en cas d'absence du directeur financier ou de vacance de l'emploi. S'il y a urgence, et pour une période ininterrompue n'excédant pas trente jours le directeur financier désigne l'agent appelé à le remplacer.

Il bénéficie du traitement du titulaire.

§ 2. Lors de son installation et de la cessation de ses fonctions, il est procédé à l'établissement d'un compte de fin de gestion et à la remise de l'encaisse et des pièces comptables, sous la surveillance du collège provincial.

Art. L2212-65. § 1^{er}. Le directeur financier remplit la fonction de conseiller financier et budgétaire de la province.

Dans le cadre du système de contrôle interne, il est chargé :

- 1° de l'utilisation efficace et économique des ressources;
- 2° de la protection des actifs.

§ 2. Le directeur financier est chargé :

- 1° de la tenue de la comptabilité de la province et de l'établissement des comptes annuels;
- 2° de procéder au paiement des dépenses ordonnancées par les mandants dûment habilités;
- 3° de la gestion des comptes ouverts au nom de la province et du service de la trésorerie générale de la province;
- 4° du placement des fonds de trésorerie;
- 5° du contrôle et de la centralisation des engagements réalisés par le conseil, le collège ou les agents désignés par eux;
- 6° du contrôle des receveurs spéciaux;
- 7° de la perception et du recouvrement forcé des impôts provinciaux en application du titre III du livre II de la troisième partie du présent Code.

En vue de recouvrement des créances non fiscales certaines et exigibles, le receveur peut envoyer une contrainte visée et rendue exécutoire par le collège provincial. Une telle contrainte est signifiée par exploit d'huissier. Cet exploit interrompt la prescription. Une contrainte ne peut être visée et rendue exécutoire par le collège provincial que si la dette est exigible, liquide et certaine. Le débiteur doit en outre être préalablement mis en demeure par courrier recommandé. La province peut imputer des frais administratifs pour ce courrier recommandé. Ces frais sont à charge du débiteur et peuvent être recouverts par la contrainte.

Les dettes des personnes de droit public ne peuvent jamais être recouvrées par contrainte.

Un recours contre cet exploit peut être introduit dans le mois de la signification par requête ou par citation;

8° de remettre, en toute indépendance, un avis de légalité écrit préalable et motivé sur tout projet de décision du conseil provincial ou du collège provincial ayant une incidence financière ou budgétaire supérieure à 22.000 euros, dans les dix jours ouvrables de la réception du dossier contenant le projet et ses annexes explicatives éventuelles.

Le délai de dix jours visé ci-dessus peut être prorogé d'une durée égale à ce délai par décision de l'auteur de l'acte. En cas d'urgence dûment motivée, le délai peut être ramené à cinq jours.

A défaut, il est passé outre l'avis. Cet avis fait, le cas échéant, partie intégrante du dossier soumis à la tutelle.

§ 3. Le directeur financier donne, en toute indépendance, un avis de légalité écrit et motivé, sur demande du collège provincial ou du directeur général, sur toute question ayant une incidence financière. A défaut, il est passé outre l'avis.

Il peut rendre, en toute indépendance et d'initiative, au collège provincial son avis de légalité écrit et motivé ou ses suggestions sur toute question ayant une incidence financière au niveau de la province ou au niveau des entités consolidées de la province et les diverses associations de droit ou de fait qui reçoivent des subventions de la province.

§ 4. Le directeur financier peut être entendu par le collège provincial sur ses avis ou suggestions.

§ 5. Le directeur financier fait rapport en toute indépendance au conseil provincial au moins une fois par an sur l'exécution de sa mission de remise d'avis. Le rapport contient aussi, et notamment :

- un état actualisé, rétrospectif et prospectif de la trésorerie;
- une évaluation de l'évolution passée et future des budgets;
- une synthèse des différents avis qu'il a rendus à la demande ou d'initiative;
- l'ensemble des données financières des services provinciaux, des régies provinciales, des sociétés dans lesquelles la province a une participation d'au moins 15 % et des ASBL auxquelles la province participe et au sein desquelles elle désigne au moins 15 % des membres des organes de gestion.

Il peut émettre dans ce rapport toutes les suggestions qu'il estime utile. Il adresse copie de son rapport simultanément au collège provincial et au directeur général.

Art. L2212-66. § 1^{er}. Le directeur financier ne peut pas cumuler des activités professionnelles. Par activité professionnelle, il faut entendre, toute occupation dont le produit est un revenu professionnel visé à l'article 23 du Code des Impôts sur les revenus de 1992 à l'exception des jetons de présence perçus dans l'exercice d'un mandat et des revenus issus des mandats tels que visés à l'article L5111-1.

Le conseil provincial peut autoriser le cumul sur demande écrite et préalable du directeur financier si le cumul n'est pas :

- 1° de nature à nuire à l'accomplissement des devoirs de la fonction;
- 2° contraire à la dignité de celle-ci;
- 3° de nature à compromettre son indépendance ou créer une confusion avec sa qualité de receveur.

L'autorisation est révoquée dès lors que l'une des conditions d'octroi visées à l'alinéa 2 n'est plus remplie. Les décisions d'autorisation, de refus et de révocation sont motivées.

§ 2. Par dérogation au § 1^{er}, le cumul d'activités professionnelles inhérentes à l'exercice de la fonction s'exerce de plein droit. Est inhérente à l'exercice de la fonction toute charge :

- 1° exercée en vertu d'une disposition légale ou réglementaire;
- 2° à laquelle le directeur financier est désigné d'office par le conseil provincial.

Art. L2212-67. Les agents commis à la garde, à la conservation ou à l'emploi des matières ou du matériel appartenant à la province, sont responsables de ces matières ou matériel, et sont assimilés aux receveurs spéciaux ou comptables en deniers, en ce qui concerne les garanties à fournir.

Le mobilier de la province est inventorié. Sont compris dans le mobilier, les machines, appareils et matériel non confiés à la garde des agents comptables visés à l'alinéa 2.

Les inventaires de mobilier établis pour chaque institution ou service sont récoltés chaque année, et à chaque mutation de fonctionnaire responsable.

Art. L2212-68. Le collège provincial adopte l'organigramme des services provinciaux.

L'organigramme représente la structure d'organisation des services, indique les rapports hiérarchiques et identifie les fonctions qui impliquent l'appartenance au comité de direction. ».

Art. 49. Dans l'arrêté royal n° 519 du 31 mars 1987 organisant la mobilité volontaire entre les membres du personnel statutaire des communes et des C.P.A.S. qui ont un même ressort - Article 2, les mots « en ce y compris les titulaires des grades légaux » sont abrogés.

Art. 50. Dès l'entrée en vigueur du présent décret et en l'absence de litige, les directeurs financiers obtiennent de plein droit la levée des garanties et ou le remboursement des cautionnements déposés auprès des organismes concernés.

Art. 51. L'article 7 du présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de sa publication au *Moniteur belge*. Les effets de l'article 7 sont limités à une augmentation barémique d'un montant minimum de 2.500 euros par rapport à l'échelle en vigueur à la date de l'entrée en vigueur du présent décret. Le solde éventuel sera attribué à l'issue de la première évaluation favorable.

Art. 52. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit la date de sa publication au *Moniteur belge* à l'exception des articles 34, 44 et 45 qui entrent en vigueur lors du renouvellement des conseils communaux et provinciaux de 2018.

Par dérogation à l'article 34 et à l'article 44 du présent décret, l'incompatibilité prévue à l'article L1125-1, 12° du Code de la démocratie locale et de la décentralisation ne sera pas d'application pour les membres des conseils et des collèges communaux et provinciaux élus ou désignés préalablement à l'entrée en vigueur de l'alinéa précédent et continuant à siéger sans interruption dans ces organes après cette date.

Art. 53. Les secrétaires communaux et les greffiers provinciaux, en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret, portent le titre de directeur général.

Les receveurs locaux et provinciaux en fonction à la date d'entrée en vigueur du présent décret portent le titre de directeur financier.

Art. 54. Le présent décret fera l'objet d'une évaluation deux ans avant le renouvellement intégral des conseils communaux et provinciaux de 2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 18 avril 2013.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,

J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,

A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,

J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,

P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,

Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,

C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) *Session 2012-2013.*

Documents du Parlement wallon, 744 (2012-2013) N^{os} 1 à 24.

Compte rendu intégral, séance plénière du 17 avril 2013.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204569]

18. APRIL 2013 — Dekret zur Abänderung bestimmter Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und, Wir, Regierung sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel L1121-3, Absatz 2 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird der Wortlaut "L1124-6 bis L1124-8" durch den Wortlaut "L1124-6 und L1124-8" ersetzt.

Art. 2 - In Artikel L1123-15, § 1 desselben Gesetzbuches werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° Absatz 2 wird außer Kraft gesetzt;

2° Absatz 5 wird außer Kraft gesetzt;

3° In Absatz 3 wird der Wortlaut "in den Absätzen 1 und 2" durch den Wortlaut "in Absatz 1" ersetzt.

Art. 3 - Artikel L1124-1 desselben Gesetzbuches wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. L1124-1 - Der Zielsetzungsvertrag beinhaltet die Beschreibung der gesetzlichen Aufgaben des Generaldirektors, die aus dem allgemeinen Richtlinienprogramm hervorgehen, sowie jegliche weitere messbare und durchführbare Zielsetzung, die in seinen Aufgabenbereich fällt.

Er beschreibt die Strategie der Organisation der Verwaltung im Laufe der Legislaturperiode, um die in Absatz 1 erwähnten Aufgaben zu erfüllen und Zielsetzungen zu erreichen, und setzt diese in konkrete Initiativen und Projekte um. Er umfasst eine Synthese der menschlichen und finanziellen Mittel, die für seine Verwirklichung verfügbar und/oder notwendig sind.

Der Zielsetzungsvertrag wird durch den Generaldirektor verfasst auf der Grundlage der Aufgabenbeschreibung innerhalb von sechs Monaten nach deren Zustellung durch das Gemeindegremium anlässlich der vollständigen Erneuerung des Gemeinderates oder der Anwerbung des Generaldirektors.

Diese Aufgabenbeschreibung enthält mindestens die folgenden Angaben:

1° die Funktionsbeschreibung und das Kompetenzprofil für das Amt des Generaldirektors;

2° die für die verschiedenen Aufgaben zu erreichenden Zielsetzungen, insbesondere auf der Grundlage des allgemeinen Richtlinienprogramms;

3° die zugeteilten Haushaltsmittel und zur Verfügung gestellten menschlichen Ressourcen;

4° die gesamten Aufgaben, die ihm durch den vorliegenden Kodex anvertraut werden, und insbesondere seine Beratungs- und Dienstbereitschaftsaufgabe gegenüber allen Mitgliedern des Gemeinderates.

Zwischen dem Generaldirektor und dem Gemeindegremium findet eine Konzertierung statt über die Mittel, die zur Durchführung des Zielsetzungsvertrags erforderlich sind. Für die Bereiche, für die er zuständig ist, nimmt der Finanzdirektor daran teil. In Ermangelung der Zustimmung des Generaldirektors über die Mittel wird dessen Gutachten dem Zielsetzungsvertrag in seiner durch das Gemeindegremium genehmigten Fassung beigelegt.

Der Zielsetzungsvertrag wird jährlich aktualisiert. Auf ausdrücklichen Antrag des Generaldirektors kann der Zielsetzungsvertrag im Laufe des Jahres angepasst werden. Der Zielsetzungsvertrag wird dem Rat gemeinsam mit den Aktualisierungen und gegebenenfalls erfolgten Anpassungen übermittelt.

Die Aufgabenbeschreibung wird dem Zielsetzungsvertrag beigefügt.“

Art. 4 - Artikel L1124-2 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L1124-2 - § 1. Der Generaldirektor wird vom Gemeinderat unter den gemäß Artikel L1212-1 festgelegten Bedingungen und unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Mindestanforderungen ernannt. Diese Ernennung findet innerhalb von sechs Monaten nach der Vakanterklärung der Stelle statt.

Die endgültige Ernennung erfolgt nach Ablauf der Probezeit.

§ 2. Das Verwaltungsstatut des Generaldirektors wird durch eine vom Gemeinderat festgelegte Regelung und unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Mindestanforderungen festgelegt.

Das Amt des Generaldirektors kann durch Anwerbung, Beförderung und Mobilität vergeben werden.“

Art. 5 - Artikel L1124-4 desselben Gesetzbuches wird durch Folgendes ersetzt:

“Art. L1124-4 - § 1. Der Generaldirektor ist mit der Vorbereitung der Akten beauftragt, die dem Gemeinderat oder dem Gemeindegremium vorgelegt werden. Er wohnt den Versammlungen des Rates und des Kollegiums ohne beschließende Stimme bei.

Der Generaldirektor ist ebenfalls beauftragt mit der Umsetzung der grundlegenden politischen Zielrichtungen des allgemeinen Richtlinienprogramms, die sich in dem in Artikel L1124-1 erwähnten Zielsetzungsvertrag äußern.

In diesem Rahmen zeichnet er für die Umsetzung und Bewertung der Politik der Verwaltung der menschlichen Ressourcen verantwortlich.

§ 2. Unter der Amtsgewalt des Gemeindegremiums leitet und koordiniert er die Gemeindedienste und ist er, außer bei im Gesetz bzw. Dekret vorgesehenen Ausnahmen, der Personalchef. In diesem Rahmen verabschiedet er das Bewertungsprojekt eines jeden Personalmitglieds und übermittelt es dem Betreffenden und dem Kollegium.

Der Generaldirektor oder sein Stellvertreter, der einen höheren Dienstrang aufweist als der angeworbene oder angestellte Bedienstete, nimmt mit beschließender Stimme an den Beratungen des anlässlich der Anwerbung oder Anstellung von Personalmitgliedern gebildeten Prüfungsausschusses teil.

§ 3. Der Generaldirektor führt den Vorsitz des in Artikel L1211-3 erwähnten Direktionsausschusses.

§ 4. Der Generaldirektor ist beauftragt mit der Errichtung und der Überwachung des Systems der internen Kontrolle der Arbeitsweise der Gemeindedienste.

Bei dem System der internen Kontrolle handelt es sich um eine Reihe von Maßnahmen und Verfahren, die ausgearbeitet wurden, um eine angemessene Sicherheit in folgenden Bereichen zu gewährleisten:

1° die Durchführung der Zielsetzungen;

2° die Beachtung der geltenden Gesetzgebung und der Verfahren;

3° die Verfügbarkeit von zuverlässigen Informationen über die Finanzen und die Verwaltung.

Der allgemeine Rahmen des Systems der internen Kontrolle unterliegt der Genehmigung durch den Gemeinderat.

§ 5. Der Generaldirektor fasst die Protokolle der Sitzungen des Rates ab und sorgt für ihre Übertragung. Innerhalb eines Monats nach ihrer Verabschiedung durch den Gemeinderat werden die übertragenen Protokolle vom Bürgermeister und vom Generaldirektor unterzeichnet.

Der Generaldirektor erteilt dem Gemeinderat und dem Gemeindegremium juristische und administrative Ratschläge. Er erinnert gegebenenfalls an das anwendbare geltende Recht, erwähnt die tatsächlichen Gründe, die ihm bekannt sind und wacht darüber, dass die gesetzlich vorgeschriebenen Vermerke in den Beschlüssen angeführt werden.

Diese Gutachten und Ratschläge werden den Beschlüssen des Gemeinderats oder des Gemeindegremiums beigefügt und dem Finanzdirektor übermittelt.

§ 6. Nach Konzertierung mit dem Direktionsausschuss wird der Generaldirektor mit der Ausarbeitung folgender Entwürfe beauftragt:

1° das Organigramm;

2° der Stellenplan;

3° die Personalstatute.“

Art. 6 - Artikel 1124-5 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

“Art. L1124-5 - § 1. Der Generaldirektor ist nicht befugt, mehrere berufliche Tätigkeiten auszuüben. Unter dem Begriff Berufstätigkeit ist jegliche Beschäftigung zu verstehen, deren Ertrag ein in Artikel 23 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 erwähntes berufliches Einkommen darstellt mit Ausnahme der Anwesenheitsgelder, die im Rahmen der Ausübung eines Mandats bezogen werden und der Einkommen aus den Mandaten im Sinne von Artikel L5111-1.

Der Gemeinderat kann die gleichzeitige Ausübung mehrerer Tätigkeiten auf vorherige und schriftliche Anfrage des Generaldirektors für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren genehmigen, falls sie:

1° nicht Gefahr läuft, die Ausübung der Amtspflichten zu beeinträchtigen;

2° nicht gegen die Amtswürde verstößt;

3° nicht Gefahr läuft, die Unabhängigkeit des Generaldirektors zu beeinträchtigen oder eine Verwechslung mit seiner Eigenschaft als Generaldirektor zu verursachen.

Die Genehmigung kann widerrufen werden, falls eine der vorerwähnten Bedingungen für deren Gewährung nicht mehr erfüllt ist. Die Entscheidung in Sachen Genehmigung, Verweigerung und Widerrufung werden begründet.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 werden gleichzeitige berufliche Tätigkeiten, die mit der Ausübung der Funktion verbunden sind oder diese betreffen, von Rechts wegen ausgeübt. Als mit der Funktion verbunden gilt jeder Auftrag:

1° kraft einer gesetzlichen oder ordnungsmäßigen Bestimmung;

2° der mit einer Funktion verbunden ist, für die der Generaldirektor von Amts wegen durch den Gemeinderat bezeichnet wird.“

Art. 7 - Artikel L1124-6 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

“Art. L1124-6 - § 1. Die Gehaltstabelle des Generaldirektors wird vom Gemeinderat innerhalb der unten angegebenen Mindest- und Höchstgrenzen festgelegt:

1. In den Gemeinden von 10 000 Einwohnern und weniger: 34.000 € - 48.000 €;

2. In den Gemeinden von 10 001 bis 20 000 Einwohnern: 38.000 € - 54.000 €;

3. In den Gemeinden von 20 001 bis 35 000 Einwohnern: 40.600 € - 58.600 €;

4. In den Gemeinden von 35 001 bis 80 000 Einwohnern: 45.500 € - 65.000 €;

5. In den Gemeinden von mehr als 80 001 Einwohnern: 51.500 € - 72.500 €.

Die Mindest- und Höchstbeträge der Gehaltstabellen des Generalsekretärs sind an den Schwellenindex 138,01 gebunden.

Die Regierung ist befugt, diese Gehaltstabellen anzupassen.“.

Art. 8 - Artikel L1124-7 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 9 - In Artikel L1124-8, Absatz 4 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "in Anwendung von Artikel L1124-7" aufgehoben.

Art. 10 - Artikel L1124-11, Absatz 4 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 11 - Artikel L1124-14 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel L1124-15 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "als 60 000 Einwohnern" durch den Wortlaut "als 10 000 Einwohnern" ersetzt.

Art. 13 - Artikel L1124-16 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt: "Artikel L1124-2 ist anwendbar auf den beigeordneten Generaldirektor.“.

Art. 14 - In Artikel L1124-17, Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "oder verhindert" aufgehoben.

Art. 15 - Artikel L1124-19 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. L1124-19 - Unbeschadet der Anwendung der Bestimmungen von Artikel L1124-17 bestimmt der Gemeinderat falls der Generaldirektor verhindert oder die Stelle frei ist, einen Dienst tuenden Generaldirektor für eine erneuerbare Höchstdauer von drei Monaten. Für einen ununterbrochenen Zeitraum von höchstens dreißig Tagen kann das Kollegium dem Generaldirektor die Vollmacht übertragen, den Bediensteten, der berufen ist, ihn zu ersetzen, zu bezeichnen.“.

Art. 16 - Artikel L1124-20 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. L1124-20 - Dem Dienst tuenden Generaldirektor wird die Gehaltstabelle des Amtsinhabers gewährt.“.

Art. 17 - Artikel L1124-21 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

"Art. L1124-21 § 1. Das Amt eines Finanzdirektors wird gemäß den folgenden Bestimmungen vergeben und ausgeübt:

1° in Gemeinden, die mehr als 10 000 Einwohner zählen, von einem Finanzdirektor;

3° in Gemeinden, die 10 000 Einwohner und weniger zählen, von einem Regionaleinnehmer, es sei denn, der Gemeinderat schafft die Stelle eines Finanzdirektors.

Die Regierung bestimmt das Datum für das Inkrafttreten des vorliegenden Paragraphen.

§ 2. Der Finanzdirektor einer Gemeinde, die 20 000 oder weniger Einwohner zählt, kann zum Finanzdirektor des lokalen öffentlichen Sozialhilfeszentrums ernannt werden; er kann jedoch weder zum Finanzdirektor einer anderen Gemeinde noch zum Finanzdirektor des öffentlichen Sozialhilfeszentrums einer anderen Gemeinde ernannt werden.

Das Erbringen der gesamten Leistungen darf in keinem Fall dazu führen, dass das Gesamtvolumen aller ausgeübten beruflichen Tätigkeiten mehr als das 1,25-fache der Arbeitszeit einer Vollzeitbeschäftigung ausmacht.

Der Gemeinderat und der Sozialhilferat bestimmen im Einvernehmen die Verteilung der Arbeitszeit des Finanzdirektors zugunsten der beiden Einrichtungen, unter Beachtung der in Absatz 2 angeführten Höchstgrenze der 1,25-fachen Arbeitszeit. Die Lohnkosten, die jeweils zu Lasten der Gemeinde und des öffentlichen Sozialhilfeszentrums entstehen, stehen im Verhältnis zu der zugunsten der jeweiligen Einrichtung geleisteten Arbeitszeit.

Art. 18 - In Artikel L1124-22 desselben Kodex werden § 1 und § 2 durch das Folgende ersetzt:

"§ 1. Der Finanzdirektor wird vom Gemeinderat unter den gemäß Artikel L1212-1 festgelegten Bedingungen und unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Mindestanforderungen ernannt.

Die Ernennung erfolgt binnen sechs Monaten nach Eintreten der Vakanz.

Das Amt des Finanzdirektors kann durch Anwerbung, Beförderung und Mobilität vergeben werden.

Die endgültige Ernennung erfolgt nach Ablauf der Probezeit.

§ 2. Der Finanzdirektor untersteht der Amtsgewalt des Gemeindekollegiums.

Das Verwaltungsstatut des Finanzdirektors wird durch eine vom Gemeinderat festgelegte Regelung und unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Mindestanforderungen festgelegt.“.

Art. 19 - In Artikel L1124-22, § 3, Absatz 4 desselben Kodex wird der Satz "Der Dienst tuende lokale Einnehmer muss die Bedingungen erfüllen, die für die Ausübung des Amtes eines lokalen Einnehmers erforderlich sind" durch den Satz "Dem Dienst tuenden Finanzdirektor wird die Gehaltstabelle des Amtsinhabers gewährt" ersetzt.

Art. 20 - Artikel L1124-25 desselben Kodex wird durch folgenden Artikel ersetzt:

"Art. L1124-25 - Der Finanzdirektor fungiert als Finanz- und Haushaltsberater der Gemeinde.

Im Rahmen des Systems der internen Kontrolle ist er beauftragt mit:

1° der effizienten und wirtschaftlichen Nutzung der Ressourcen;

2° dem Schutz der Aktiva;

3° der Übermittlung von zuverlässigen finanziellen Informationen an den Generaldirektor.“.

Art. 21 - Die Artikel L1124-26 bis L1124-34 werden außer Kraft gesetzt. In Artikel L1124-35 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "in den Gemeinden mit 5 001 Einwohnern und mehr" gestrichen.

Art. 22 - Artikel L1124-36 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 23 - In Artikel L1124-37 desselben Gesetzbuches wird der Wortlaut "von 15 001 bis 20 000 Einwohnern" durch den Wortlaut "von 10 001 bis 20 000 Einwohnern" ersetzt.

Art. 24 - In demselben Kodex wird Artikel L1124-38 durch das Folgende ersetzt:

"Art. L1124-38 § 1. Der Finanzdirektor ist nicht befugt, mehrere berufliche Tätigkeiten auszuüben. Unter dem Begriff Berufstätigkeit ist jegliche Beschäftigung zu verstehen, deren Ertrag ein in Artikel 23 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 erwähntes berufliches Einkommen darstellt mit Ausnahme der Anwesenheitsgelder, die im Rahmen der Ausübung eines Mandats bezogen werden und der Einkommen aus den Mandaten im Sinne von Artikel L5111-1.

Der Gemeinderat kann die gleichzeitige Ausübung mehrerer Tätigkeiten auf vorherige und schriftliche Anfrage des Finanzdirektors für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren genehmigen, falls sie:

1° nicht Gefahr läuft, die Ausübung der Amtspflichten zu beeinträchtigen;

2° nicht gegen die Amtswürde verstößt;

3° nicht Gefahr läuft, die Unabhängigkeit des Finanzdirektors zu beeinträchtigen oder eine Verwechslung mit seiner Eigenschaft als Finanzdirektor zu verursachen.

Die Genehmigung kann widerrufen werden, falls eine der Bedingungen für deren Gewährung nicht mehr erfüllt ist. Die Entscheidungen in Sachen Genehmigung, Verweigerung und Widerrufung werden begründet.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 werden gleichzeitige berufliche Tätigkeiten, die mit der Ausübung der Funktion verbunden sind oder diese betreffen, von Rechts wegen ausgeübt. Als mit der Funktion verbunden gilt jeder Auftrag,

1° kraft einer gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmung;

2° für die der Finanzdirektor von Amts wegen durch den Gemeinderat bezeichnet wird.“

Art. 25 - Artikel L1124-39 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

„Artikel L1124-38 findet mutatis mutandis Anwendung auf den Regionaleinnehmer.“

Art. 26 - Artikel L1124-40 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. L1124-40 § 1. Der Finanzdirektor ist damit beauftragt:

1° die Gemeindeeinnahmen vorzunehmen.

Zur Eintreibung von erwiesenen und fälligen nichtsteuerlichen Schuldforderungen kann der Finanzdirektor einen durch das Gemeindekollegium mit einem Sichtvermerk versehenen und für vollstreckbar erklärten Zahlungsbefehl zustellen.

Ein derartiger Zahlungsbefehl wird durch einen Gerichtsvollzieher urkundlich zugestellt. Diese Urkunde unterbricht die Verjährungsfrist.

Ein Zahlungsbefehl darf nur dann durch das Gemeindekollegium mit einem Sichtvermerk versehen und für vollstreckbar erklärt werden, wenn die Schuld fällig, liquide und erwiesen ist. Der Schuldner muss zudem vorab durch einen Einschreibebrief zur Zahlung aufgefordert worden sein. Die Gemeinde ist berechtigt, für diesen Einschreibebrief Verwaltungskosten zu berechnen. Diese Kosten gehen zu Lasten des Schuldners und können durch einen Zahlungsbefehl eingetrieben werden. Die Schulden der Personen öffentlichen Rechts können nicht per Zahlungsbefehl eingetrieben werden. Eine Beschwerde gegen diesen Zahlungsbefehl kann innerhalb eines Monats nach der Zustellung durch eine Antragschrift oder eine Ladung eingereicht werden;

2° auf Zahlungsanweisungen hin die angeordneten Ausgaben zu verrichten und zwar bis in Höhe:

a) entweder des besonderen Betrags eines jeden Artikels im Haushaltsplan;

b) oder des besonderen Haushaltsmittelbetrags oder des provisorischen Haushaltsmittelbetrags;

c) oder des Betrags der in Anwendung von Artikel L1311-4 übertragenen Zuweisungen.

3° in völliger Unabhängigkeit vorab ein begründetes schriftliches Gutachten zur Frage der Gesetzmäßigkeit abzugeben über jeden Beschlussentwurf des Gemeinderates oder des Gemeindekollegiums mit einer finanziellen oder budgetären Auswirkung von mehr als 22.000 Euro und zwar innerhalb von zehn Arbeitstagen ab der Zustellung der Akte, die den Entwurf und die ggf. vorhandenen erklärenden Anlagen enthält;

4° in völliger Unabhängigkeit und auf eigene Initiative vorab ein begründetes schriftliches Gutachten zur Frage der Gesetzmäßigkeit abzugeben über jeden Beschlussentwurf des Gemeinderates oder des Gemeindekollegiums mit einer finanziellen oder budgetären Auswirkung von weniger als 22.000 Euro und zwar innerhalb von zehn Arbeitstagen ab der Zustellung der Akte, die den Entwurf und die ggf. vorhandenen erklärenden Anlagen enthält.

Die in Punkt 4° erwähnte Frist von zehn Tagen kann auf begründeten Antrag des Finanzdirektors durch einen Beschluss des Urhebers der betreffenden Amtshandlung um dieselbe Dauer verlängert werden.

Bei gebührend begründeter Dringlichkeit kann diese Frist auf fünf Tage herabgesetzt werden.

In Ermangelung dessen wird das Gutachten nicht berücksichtigt. Dieses Gutachten ist gegebenenfalls Bestandteil der Akte, die der Aufsicht unterliegt.

Falls der Finanzdirektor die Auszahlung der in Punkt 2° erwähnten Ausgaben verweigert oder hinauschiebt, wird die Auszahlung wie bei den direkten Steuern vom Regionaleinnehmer der direkten Steuern durchgesetzt, und zwar auf Vollstreckungsbefehl des Provinzialkollegiums, das den Finanzdirektor vorlädt und ihn, falls er erscheint, zuvor anhört.

§ 2. Der Finanzdirektor erteilt auf Antrag des Gemeindekollegiums oder des Generaldirektors und in völliger Unabhängigkeit ein begründetes schriftliches Gutachten zur Frage der Gesetzmäßigkeit jeglicher Fragen mit einer finanziellen Auswirkung. In Ermangelung dessen wird das Gutachten nicht berücksichtigt. Er kann in völliger Unabhängigkeit und auf eigene Initiative dem Gemeindekollegium sein schriftliches und begründetes Gutachten abgeben zur Frage der Gesetzmäßigkeit jeglicher Fragen mit einer finanziellen Auswirkung auf Ebene der Gemeinde oder auf Ebene der konsolidierten Einrichtungen der Gemeinde, d.h. das öffentliche Sozialhilfzentrum für die Gemeinden des französischen Sprachgebiets, die Polizeizone, die Kirchenfabriken und die anerkannten Einrichtungen, die mit der Verwaltung der weltlichen Güter der anerkannten Kulte beauftragt sind für die Gemeinden des französischen Sprachgebiets, die gewöhnlichen oder autonomen Regien sowie die verschiedenen Vereinigungen mit Rechtspersönlichkeit oder nichtrechtsfähigen Vereinigungen, die Zuschüsse seitens der Gemeinde erhalten.

§ 3. Der Finanzdirektor kann von dem Gemeindekollegium zu seinen Gutachten oder Empfehlungen angehört werden.

§ 4. Der Finanzdirektor erstattet dem Gemeinderat wenigstens einmal jährlich in völliger Unabhängigkeit Bericht über die Ausführung seiner Aufgabe der Erteilung von Gutachten. Der Bericht umfasst auch und insbesondere:

- eine rück- und ausblickende Bilanz der Finanzlage;

- eine Beurteilung der vergangenen und zukünftigen Entwicklung der Haushalte;

- eine Synthese der verschiedenen Gutachten, die er auf Anfrage oder aus eigener Initiative erteilt hat;

- die gesamten finanziellen Angaben der Dienststellen der Gemeinden, einschließlich der Polizeidienststellen, der Gemeinderegien, der Interkommunalen, der Gesellschaften, an denen die Gemeinde in Höhe von wenigstens 15 % beteiligt ist und die VoE, an denen die Gemeinde beteiligt ist und innerhalb deren sie wenigstens 15 % der Mitglieder der Verwaltungsorgane bezeichnet.

In diesem Bericht kann er alle Empfehlungen äußern, die er für zweckdienlich erachtet. Er übermittelt dem Kollegium und dem Generaldirektor gleichzeitig seinen Bericht.“

Art. 27 - Artikel L1124-41 desselben Gesetzbuches wird aufgehoben.

Art. 28 - Artikel L1124-42 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

„Art. L1124-42 - § 1. Das Gemeindekollegium oder eines seiner dazu von ihm bestimmten Mitglieder überprüft mindestens einmal im Laufe eines jeden der vier Quartale die Kasse des Finanzdirektors und stellt ein Protokoll der Kassenprüfung auf, in dem seine Bemerkungen und die des Finanzdirektors vermerkt werden; das Protokoll wird vom Finanzdirektor und von den Mitgliedern des Kollegiums, die die Überprüfung vorgenommen haben, unterzeichnet.

Das Gemeindekollegium übermittelt dieses Protokoll dem Gemeinderat.

Wenn der Finanzdirektor für mehrere öffentliche Kassen verantwortlich ist, werden diese gleichzeitig geprüft, und zwar am Tag und zu der Stunde, die von den betreffenden Behörden festgelegt werden.

§ 2. Der Finanzdirektor setzt das Gemeindekollegium sofort von jeglichem Defizit, das auf einen Diebstahl oder Verlust zurückzuführen ist, in Kenntnis.

Es wird dann sogleich eine Kassenprüfung gemäß § 1 vorgenommen, um den Betrag des Defizits festzustellen.

Dem Protokoll über die Kassenprüfung wird eine Darlegung der Umstände und der von dem Finanzdirektor getroffenen Aufbewahrungsmaßnahmen hinzugefügt.

§ 3. Wenn die Kassenprüfung im Anschluss an einen Diebstahl oder einen Verlust ein Defizit aufweist, so fordert das Gemeindegremium den Finanzdirektor per Einschreibebrief auf, der Gemeindekasse eine diesem Defizit entsprechende Summe zuzuführen. Dieser Aufforderung geht ein Beschluss des Gemeinderates voraus, aus dem hervorgeht, ob und in welchem Maße der Finanzdirektor für den Diebstahl oder Verlust verantwortlich gemacht werden muss, und durch den der daraus resultierende und vom Finanzdirektor auszugleichende Betrag des Defizits festgelegt wird; eine Ausfertigung dieses Beschlusses wird der an den Finanzdirektor gerichteten Zahlungsaufforderung beigelegt.

§ 4. Binnen sechzig Tagen nach dieser Notifikation kann der Finanzdirektor bei der Regierung Beschwerde einlegen; durch diese Beschwerde wird die Ausführung des Beschlusses aufgeschoben.

Die Regierung entscheidet als Verwaltungsgerichtsbarkeit über die Verantwortung des Finanzdirektors und legt den Betrag des Defizits fest, der infolgedessen zu seinen Lasten anzurechnen ist.

Der Beschluss der Regierung gelangt zur Ausführung, nachdem die Frist abgelaufen ist, die in Artikel 4, Absatz 3 des Erlasses des Regenten vom 23. August 1948 zur Festlegung des Verfahrens vor der Verwaltungsabteilung des Staatsrates erwähnt ist; wenn diese Frist abgelaufen ist oder wenn keine Beschwerde eingelegt worden ist, wird der Beschluss zu Lasten des persönlichen Vermögens des Finanzdirektors ausgeführt, wenn er der Zahlungsaufforderung zu diesem Zeitpunkt nicht freiwillig nachgekommen ist. Wenn der Finanzdirektor keine Beschwerde bei der Regierung einlegt und bei Ablauf der dafür eingeräumten Frist der ihm zugestellten Zahlungsaufforderung nicht nachgekommen ist, wird auf gleiche Weise die Ausführung durch Zwangsmaßnahme vorgenommen.“

Art. 29 - Artikel L1124-43 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. L1124-43 - Auf Antrag des Finanzdirektors oder des Regionaleinnehmers wird die Beitreibung der dieser Gemeinde geschuldeten Steuern gegen die in einer anderen Gemeinde ansässigen Steuerpflichtigen vom Finanzdirektor oder Regionaleinnehmer dieser anderen Gemeinde durchgesetzt.

Die für die Gemeinde, die die Beitreibung der Steuern durchsetzt, entstandenen und nicht zu Lasten des Steuerpflichtigen eingetribenen Kosten werden von der klagenden Gemeinde getragen.

Art. 30 - Artikel L1124-44 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. L1124-44 - § 1. Die Verantwortung des Finanzdirektors oder des Regionaleinnehmers erstreckt sich nicht auf Einnahmen, für deren Eintreibung der Rat es für nötig erachtet, Sonderbedienstete einzusetzen; diese Bediensteten sind verantwortlich für die Einnahmen, deren Eintreibung ihnen anvertraut ist; was die Eintreibung dieser Einnahmen betrifft, haben sie dieselben Verpflichtungen wie der Finanzdirektor.

Für die Sonderbediensteten gelten dieselben Regeln wie für die Finanzdirektoren, was den Eid, die Ersetzung, die Aufstellung der Endabrechnung der Geschäftsführung und die Möglichkeit einer Beschwerde bei der Regierung betrifft; die Artikel L1124-22, § 3, L1124-45 und L1126-4 sind auf sie *mutatis mutandis* anwendbar.

Sie dürfen auf den von ihnen verwalteten Konten keine Ausgabe verrichten.

Die getätigten Einnahmen werden wenigstens alle fünfzehn Tage, an den Finanzdirektor ausgezahlt, wobei die letzte Auszahlung eines Rechnungsjahres am letzten Werktag des Monats Dezember zu erfolgen hat.

Bei jeder Auszahlung übermittelt der Sonderbedienstete dem Finanzdirektor eine ausführliche Liste der Anrechnungen auf den Haushaltsplan, der überwiesenen Beträge und der entsprechenden Steuerpflichtigen.

Die Rechnungen des Sonderbediensteten werden zusammen mit den entsprechenden Belegen dem Gemeindegremium unterbreitet, damit dieses sie überprüft und mit einem Sichtvermerk versieht.

Danach werden sie zusammen mit allen Belegen dem Finanzdirektor übermittelt, um der Haushaltsrechnung als Anlage beigelegt zu werden.

Artikel L1124-42 ist *mutatis mutandis* anwendbar auf die Sonderbediensteten, wenn ein Defizit festgestellt wird, das auf einen Diebstahl oder einen Verlust zurückzuführen ist.

§ 2. Das Gemeindegremium kann gewisse Gemeindebedienstete im Rahmen eines Nebenamtes mit der Zahlung und der Verpflichtung kleiner Ausgaben und mit der Einziehung von Bareinnahmen im Augenblick der Feststellung des Einnahmearrechtes beauftragen.

Die in Absatz 1 angeführten Bediensteten unterliegen nicht den in § 1 angeführten Verpflichtungen. Sie zahlen dem Finanzdirektor wenigstens wöchentlich den Gesamtbetrag ihrer Einnahmen aus, und zwar gemäß den Anweisungen, die er ihnen gibt, und mit einem nach Artikeln des Haushaltsplans aufgegliederten, als Beleg dienenden Eintreibungsbericht.“

Art. 31 - Artikel L1124-45 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. L1124-45 - § 1. Wenn der Finanzdirektor oder der Regionaleinnehmer oder der in Artikel L1124-44, § 1 erwähnte Sonderbedienstete aus seinem Amt endgültig ausscheidet und in den in den Artikeln L1124-22, § 3, Absatz 5 und L1124-24, Absatz 2 erwähnten Fällen wird eine Endabrechnung der Geschäftsführung aufgestellt.

§ 2. Die Endabrechnung der Geschäftsführung des Finanzdirektors oder des Sonderbediensteten wird gegebenenfalls zusammen mit seinen Anmerkungen oder - im Todesfall - mit denen seiner Rechtsnachfolger vom Gemeindegremium dem Gemeinderat unterbreitet, der die Endabrechnung abschließt und den Rechenschaftspflichtigen entlastet beziehungsweise den Fehlbetrag festlegt.

Der Beschluss, durch den die Endabrechnung der Geschäftsführung definitiv abgeschlossen wird, wird dem Rechenschaftspflichtigen oder - im Todesfall - seinen Rechtsnachfolgern vom Gemeindegremium gegebenenfalls mit der Aufforderung, den Fehlbetrag zu begleichen, per Einschreiben notifiziert.

§ 3. Der Gouverneur schließt die Endabrechnung der Geschäftsführung des Regionaleinnehmers ab und erklärt ihn für entlastet beziehungsweise legt den Fehlbetrag fest, nachdem er dem Gemeinderat die Rechnung übermittelt und ihn ersucht hat, ihm seine Bemerkungen binnen der von ihm festgelegten Frist mitzuteilen.

Per Einschreiben notifiziert der Gouverneur dem Einnehmer oder - im Todesfall - seinen Rechtsnachfolgern seinen Beschluss mit der eventuellen Aufforderung, den Fehlbetrag zu begleichen.

§ 4. Artikel L1124-42, § 4 ist *mutatis mutandis* anwendbar, wenn der Rechenschaftspflichtige dazu aufgefordert wird, einen Fehlbetrag zu begleichen.“

Art. 32 - Artikel L1124-49 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. L1124-49 - § 1. Die Regionaleinnehmer üben ihr Amt unter der Amtsgewalt des Gouverneurs oder des beigeordneten Bezirkskommissars aus.

Die Region ist gegenüber den betreffenden Gemeinden für die Geschäftsführung dieser Rechenschaftspflichtigen verantwortlich.

§ 2. Mindestens einmal im Laufe eines jeden der vier Quartale wird die Kasse des Regionaleinnehmers vom Gouverneur geprüft; er stellt ein Protokoll der Kassenprüfung auf, in dem seine Bemerkungen und die des Einnehmers vermerkt werden und das von beiden unterzeichnet wird; der Gouverneur legt dem Gemeinderat dieses Protokoll zur Kenntnisnahme vor.

Die Kassen aller Gemeinden des Amtsbereiches eines Regionaleinnehmers sowie die anderen öffentlichen Kassen, für die er verantwortlich ist, werden gleichzeitig geprüft.

Der Regionaleinnehmer setzt den Gouverneur und das Gemeindekollegium von jeglichem Defizit, das auf einen Diebstahl oder Verlust zurückzuführen ist, in Kenntnis; der Gouverneur nimmt dann sogleich eine Kassenprüfung gemäß den Absätzen 1 und 2 vor; dem Protokoll über die Kassenprüfung wird eine Darlegung der Umstände und der vom Einnehmer getroffenen Aufbewahrungsmaßnahmen hinzugefügt.

Nachdem der Gouverneur den Gemeinderat ersucht hat, ihm binnen der von ihm festgelegten Frist seine Bemerkungen mitzuteilen, fordert er den Einnehmer durch ein Einschreiben, von dem er dem Gemeindekollegium eine Abschrift übermittelt, dazu auf, eine dem Defizit entsprechende Summe, die er zu Lasten dieses Einnehmers anzurechnen beschließt, wenn er der Meinung ist, dass der Einnehmer ganz oder teilweise für den Diebstahl oder Verlust verantwortlich zu machen ist, in die Gemeindekasse einzuzahlen.

Artikel L1124-42, § 4 findet *mutatis mutandis* Anwendung.“

Art. 33 - Artikel L1124-50 desselben Kodex wird durch den folgenden Wortlaut ersetzt:

“Art. L1124-50 - Unter den Bedingungen und nach den Modalitäten, die durch die Regierung festgelegt werden, führt das Gemeindekollegium die Bewertung des Generaldirektors, des beigeordneten Generaldirektors und des Finanzdirektors durch.“

Art. 34 - In Artikel L1125-1 desselben Kodex wird ein Punkt 12° mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“12° die Verwandten oder Verschwägerten bis zum zweiten Grad einschließlich des Generaldirektors, des beigeordneten Generaldirektors und des Finanzdirektors, oder die miteinander Verheirateten oder gesetzlich zusammenwohnenden Partner des Generaldirektors, des beigeordneten Generaldirektors und des Finanzdirektors der Gemeinde.“

Art. 35 - Artikel L1132-1 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

“Art. L1132-1 - Der Generaldirektor fasst die Protokolle der Sitzungen des Gemeindekollegiums ab und sorgt für ihre Übertragung.“

Art. 36 - In denselben Kodex werden ein Artikel L1211-2 und ein Artikel L1211-3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. L1211-2 - Das Gemeindekollegium legt den Organisationsplan der Dienststellen der Gemeinde fest.

Der Organisationsplan stellt die Organisationsstruktur der Dienststellen der Gemeinde dar. Zudem führt er die hierarchischen Verhältnisse an und identifiziert die Ämter, die die Zugehörigkeit zu dem Direktionsausschuss voraussetzen.

Art. L1211-3 - § 1. Innerhalb jeder Gemeinde wird ein Direktionsausschuss gebildet. Dieser setzt sich zusammen aus dem Generaldirektor, dem beigeordneten Generaldirektor, dem Finanzdirektor und den Personalmitgliedern, die der Generaldirektor unter jenen bezeichnet, die ein Amt bekleiden, das in dem in Artikel L1211-2 angeführten Organisationsplan in Verbindung zu der Eigenschaft eines Verantwortlichen der Dienststelle steht.

§ 2. Neben den Zuständigkeiten, die ihm durch einen Beschluss des Gemeindekollegiums zuerkannt werden, prüft der Direktionsausschuss alle Fragen allgemeinen Interesses bezüglich der Organisation und der Arbeitsweise der Dienststellen.

Die Haushaltsvorentwürfe, die Abänderungen der Haushaltspläne und die diesbezüglichen Erklärungsschreiben kommen im Rahmen einer Konzertierung des Direktionsausschusses zur Sprache.

§ 3. Mit Ausnahme der in § 2, Absatz 2 vorgesehenen Konzertierungsversammlung ist die Einrichtung eines Direktionsausschusses für die Gemeinden mit einer Einwohnerzahl von 10 000 Einwohnern oder weniger fakultativ. Die Direktionsausschüsse der Gemeinde und des Ö.S.H.Z. für die Gemeinden des französischen Sprachgebiets tagen wenigstens zweimal jährlich gemeinsam.“

Art. 37 - In Artikel L1215-8 desselben Kodex wird Absatz 2 durch das Folgende ersetzt:

“Der Generaldirektor kann auf der Grundlage eines begründeten Berichts des Vorgesetzten gegen die vorerwähnten Personalmitglieder die Disziplinarstrafen der Verwarnung und der Rüge verhängen.

Der Generaldirektor stellt dem Gemeindekollegium seinen Beschluss zu, woraufhin das Kollegium über eine Frist von fünfzehn Tagen verfügt, um diesen zur Sprache zu bringen. Nach Ablauf dieser Frist wird der Beschluss des Generaldirektors dem Bediensteten gemäß den Vorschriften von Artikel L1215-18 notifiziert.

Das Gemeindekollegium notifiziert dem betroffenen Bediensteten den Beschluss unverzüglich per Einschreiben.

Absatz 1 findet keine Anwendung auf den beigeordneten Generaldirektor und den Finanzdirektor.“

Art. 38 - Artikel L1217-1 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

“Im Falle einer Entlassung wegen Berufsuntauglichkeit des Generaldirektors, des beigeordneten Generaldirektors oder des Finanzdirektors mit Ausnahme der beförderten Bediensteten gewährt ihnen die Gemeinde oder die Provinz eine Vergütung, die wenigstens drei Monatsgehältern pro begonnene Tranche von fünf Arbeitsjahren entspricht.“

Art. 39 - Artikel L1218-1 desselben Kodex wird folgendermaßen abgeändert:

“Es wird eine regionale Widerspruchskammer errichtet. Diese befindet:

1° über die Beschwerden gegen die Beschlüsse zur Entlassung von Amts wegen Berufsuntauglichkeit;

2° über die von den Generaldirektoren, den beigeordneten Generaldirektoren und den Finanzdirektoren eingereichten Beschwerden gegen die im Rahmen ihrer Bewertung gegen sie gefassten Beschlüsse.“

Art. 40 - Artikel L1218-2 desselben Kodex wird folgendermaßen abgeändert:

“Die Widerspruchskammer setzt sich zusammen aus:

- einem Vorsitzenden und einem stellvertretenden Vorsitzenden;

- 11 effektiven Beisitzern und 11 stellvertretenden Beisitzern.

Der Kammer stehen ein effektiver Schriftführer und ein stellvertretender Schriftführer zur Seite.

Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende werden von der Regierung unter den effektiven Magistraten oder den Ehrenmagistraten bezeichnet.

Zwei effektive Beisitzer und zwei stellvertretende Beisitzer werden von der “Union des Villes et Communes de Wallonie” (Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie) bezeichnet. Ein effektiver Beisitzer und ein stellvertretender Beisitzer werden von der “Association des Provinces wallonnes” (Vereinigung der wallonischen Provinzen) bezeichnet.

Ein effektiver und ein stellvertretender Beisitzer werden von jeder der repräsentativen Gewerkschaftsorganisationen im Sinne des Gesetzes vom 19. Dezember 1974 zur Regelung der Beziehungen zwischen den öffentlichen Behörden und den Gewerkschaften der Bediensteten, die von diesen Behörden abhängen, bezeichnet.

Zwei effektive Beisitzer und zwei stellvertretende Beisitzer werden von der "Fédération des Secrétaires communaux et de C.P.A.S." (Verband der Gemeindegemeinschaften und der Sekretäre der Ö.S.H.Z.) bezeichnet.

Zwei effektive Beisitzer und zwei stellvertretende Beisitzer werden von der "Fédération des receveurs communaux et de C.P.A.S." (Verband der Gemeindeeinkünfte und der Einkünfte der Ö.S.H.Z.) bezeichnet.

Ein effektiver Beisitzer und ein stellvertretender Beisitzer werden unter den Generaldirektoren der Provinz bezeichnet.

Die bezeichneten Beisitzer müssen von der Regierung zugelassen werden. Die Verweigerung der Zulassung wird dem Ausschuss C unterbreitet.

Die effektiven und die stellvertretenden Schriftführer werden von der Regierung unter den Bediensteten der Stufe A der Region bezeichnet.

Art. 41 - Artikel L1218-5 wird folgendermaßen abgeändert:

"Die Widerspruchskammer ist nur ordnungsgemäß beschlussfähig, wenn wenigstens acht ihrer Mitglieder anwesend sind, d.h. der Vorsitzende oder ein stellvertretender Vorsitzender, sieben Beisitzer, worunter zwei Vertreter der Gewerkschaftsorganisationen und zwei Vertreter der "Union des Villes et Communes de Wallonie" und der "Association des Provinces wallonnes" sowie zwei Vertreter des betreffenden Verbands."

Art. 42 - Ein Artikel L1218-12 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Art. L1218-12 - § 1. Unbeschadet der Anwendung der Artikel L1218-3 und L1218-4 sowie der Artikel L1218-7 bis L1218-10 verfügen die Generaldirektoren, die beigeordneten Generaldirektoren und die Finanzdirektoren über eine Frist von fünfzehn Tagen beginnend am ersten Arbeitstag nach der Notifizierung der im Rahmen ihrer Bewertung gegen sie gefassten Beschlüsse, um die in den Artikeln L1218-1 ff. angeführte Widerspruchskammer per Einschreibebrief zu befragen.

§ 2. Die Widerspruchskammer gibt ein begründetes Gutachten ab, das "günstig" oder "ungünstig" ausfällt.

Dieses Gutachten wird dem Beschwerdeführer und der auf dem Gebiet der Bewertung zuständigen Behörde gemeinsam mit der vollständigen Akte innerhalb einer Frist von dreißig Tagen, die nach den in Artikel L1218-13, § 2 festgelegten Vorschriften berechnet wird, notifiziert."

Art. 43 - Ein Artikel L1218-13 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"Art. L1218-13 - § 1. Wird die Widerspruchskammer mit einer Beschwerde laut Artikel L1218-1, 2^o befasst, so bestätigt der Schriftführer dieser Widerspruchskammer den Empfang der Beschwerde innerhalb von zwei Tagen nach deren Zustellung. Gleichzeitig übermittelt er diese der zuständigen Behörde und fordert sie auf, ihm innerhalb von zehn Tagen ihren Beschluss gemeinsam mit allen Belegen zu übermitteln.

§ 2. In Ermangelung der Zustellung des Beschlusses und aller Belege innerhalb der vorgeschriebenen Frist von zehn Tagen gilt der in der Beschwerde angeführte Sachverhalt als erwiesen und beginnt die Frist von dreißig Tagen ab dem ersten Arbeitstag nach Ablauf der erstgenannten Frist.

§ 3. Das Gutachten der Widerspruchskammer wird der zuständigen Behörde und dem Beschwerdeführer notifiziert.

§ 4. Fällt das Gutachten der Widerspruchskammer ungünstig aus, ist die zuständige Behörde verpflichtet, eine neue Bewertung vorzunehmen."

Art. 44 - Artikel L2212-76, § 3 desselben Kodex wird durch das Folgende ersetzt:

"§ 3. Der Generaldirektor, der Finanzdirektor, der Bezirkskommissar oder der Gouverneur einerseits und ein Mitglied des Provinzialrates oder des Provinzkollegiums andererseits dürfen weder bis zum zweiten Grad einschließlich miteinander verwandt beziehungsweise verschwägert, noch miteinander verheiratet sein oder gesetzlich zusammen wohnen."

Art. 45 - Art. L4142-1 § 2 desselben Kodex wird durch einen Punkt 9^o und einen Punkt 10^o mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"9^o in der (oder den) Gemeinde(n), in der (denen) er sein Amt ausübt, der Generaldirektor, der Generaldirektor des öffentlichen Sozialhilfezentrums, der Finanzdirektor, der Finanzdirektor des öffentlichen Sozialhilfezentrums oder der Regionaleinnehmer;

10^o in einer der Gemeinden der Provinz, in der er sein Amt ausübt, der Generaldirektor und der Finanzdirektor."

Art. 46 - In dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung sind die Begriffe "Sekretär" und "Gemeindegemeinschaft" jeweils durch den Begriff "Generaldirektor" zu ersetzen, außer in den Artikeln L1123-5; L1123-10, § 2; Buch IV - Titel I - Kapitel 4; L1441-1, Absatz 3; L2121-1; L4125-1; L4125-2, § 5; L4125-7; L4125-11; L4125-15; L4143-19; L4143-20; L4145-28; L4231-1.

Art. 47 - In dem Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung sind die Begriffe "Einkünfte" und "lokaler Einkünfte" jeweils durch den Begriff "Finanzdirektor" zu ersetzen, außer in den Artikeln L1124-21, §§ 1, 2 und 3; L1124-23, § 2; L1124-24; L1124-27; L1124-34; L1124-37; L1124-40; L1124-45, § 3; L1124-47; L1124-49, § 2; L1215-6; L1215-9; L2121-1; Buch II - Titel I - Kapitel II - Abschnitt 5; L3116-3; L3321-4, § 1; L4125-1, § 4.

Art. 48 - In Buch II, Titel I, Kapitel II des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung wird der Abschnitt 5 durch das Folgende ersetzt:

"Abschnitt 5 - Der Generaldirektor und der Finanzdirektor

Unterabschnitt I — Der Generaldirektor

Art. L2212-56 - § 1. Der Generaldirektor wird vom Provinzialrat auf der Grundlage einer von der Provinz organisierten Prüfung und unter Beachtung der von der Wallonischen Regierung festgelegten Mindestregeln ernannt.

Die Ernennung erfolgt binnen sechs Monaten nach Eintreten der Vakanz.

Die endgültige Ernennung erfolgt nach Ablauf der Probezeit.

Unter den Bedingungen und nach den Modalitäten, die durch die Regierung festgelegt werden, führt das Provinzialkollegium die Bewertung des Generaldirektors und des Finanzdirektors durch.

§ 2. Der Provinzialrat legt das Gehalt des Generaldirektors innerhalb der Mindest- und Höchstgrenzen der Gehaltstabelle für das Amt eines Generaldirektors in den gemäß Artikel L1124-6 des neuen Gemeindegemeinschaftsgesetzes in der höchsten Kategorie eingestuftten Gemeinden fest. Der Provinzialrat bestimmt die Entschädigungen und Zulagen, die der Generaldirektor wie die anderen Provinzialbeamten bezieht.

Dienste, die der Generaldirektor vor seiner Ernennung in dieser Eigenschaft in einer Föderal-, Regional-, Provinzial- oder Gemeindeverwaltung verrichtet hat, werden bei der Berechnung seines Gehaltes vollständig berücksichtigt.

§ 3. Das Verwaltungsstatut des Generaldirektors wird durch eine vom Rat festgelegte Regelung und unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Mindestanforderungen festgelegt.

Das Amt des Generaldirektors kann durch Anwerbung, Beförderung und Mobilität vergeben werden.

Art. L2212-57 - § 1. Der Provinzialrat kann dem Generaldirektor und dem Finanzdirektor eine der Disziplinarstrafen, die im Statut der Bediensteten der Provinz vorgesehen sind, auferlegen.

Unbeschadet der Vorrechte des Provinzialrates und des Provinzkollegiums können die Verwarnung und die Rüge im Anschluss an einen ordnungsgemäß begründeten Bericht des Vorgesetzten des Bediensteten durch den Generaldirektor gegen die Personalmitglieder der Provinz verhängt werden.

§ 2. Der Generaldirektor stellt dem Provinzialkollegium seinen Beschluss zu, woraufhin das Kollegium über eine Frist von fünfzehn Tagen verfügt, um diesen zur Sprache zu bringen. Nach Ablauf dieser Frist wird der Beschluss des Generaldirektors dem Bediensteten gemäß den Vorschriften von Artikel L1215-18 notifiziert.

Art. L2212-58 - § 1. Der Generaldirektor ist mit der Vorbereitung der Akten beauftragt, die dem Provinzialrat oder dem Provinzialkollegium vorgelegt werden.

Der Generaldirektor ist ebenfalls beauftragt mit der Umsetzung der grundlegenden politischen Zielrichtungen des allgemeinen Richtlinienprogramms, die sich in dem in Artikel L2212-61 des vorliegenden Dekrets erwähnten Zielsetzungsvertrag äußern.

§ 2. Unter der Amtsgewalt des Provinzialkollegiums leitet und koordiniert er die Dienststellen. Außer in den gesetzlich vorgesehenen Ausnahmefällen ist er der Personalchef.

§ 3. Der Generaldirektor wohnt den Versammlungen des Provinzialrates und des Provinzialkollegiums ohne beschließende Stimme bei. Er fasst die Protokolle dieser Sitzungen ab und sorgt für ihre Übertragung. Zu diesem Zweck führt er für den Rat und für das Kollegium getrennte Register.

In der allgemeinen Dienstordnung werden die Modalitäten für die Übertragung festgelegt und die übertragenen Beratungen identifiziert.

Die auf diese Weise übertragenen Amtshandlungen wie auch die Urschriften aller Beratungen werden innerhalb eines Monats vom Generaldirektor unterschrieben entweder zusammen mit dem Vorsitzenden des Rates beziehungsweise des Provinzialkollegiums oder mit allen Mitgliedern des Kollegiums, die an der Sitzung teilgenommen haben, gemäß den Bestimmungen der in Absatz 2 erwähnten Dienstordnung.

Ausfertigungen werden nur mit der Unterschrift des Generaldirektors und dem Siegel der Provinz, das er verwahrt, ausgestellt.

§ 4. Der Generaldirektor erteilt dem Provinzialrat und dem Provinzialkollegium juristische und administrative Ratschläge. Er erinnert gegebenenfalls an das anwendbare geltende Recht, erwähnt die tatsächlichen Gründe, die ihm bekannt sind und wacht darüber, dass die gesetzlich vorgeschriebenen Vermerke in den Entscheidungen angeführt werden.

Diese Gutachten und Ratschläge werden den Beschlüssen des Provinzialkollegiums oder des Provinzialrats beigefügt und dem Finanzdirektor übermittelt.

§ 5. Der Generaldirektor führt den Vorsitz des in Artikel L2212-62 erwähnten Direktionsausschusses.

Nach Konzertierung mit dem Direktionsausschuss wird der Generaldirektor mit der Ausarbeitung folgender Entwürfe beauftragt:

- 1° das Organigramm;
- 2° der Stellenplan;
- 3° das Personalstatut.

§ 6. Der Generaldirektor ist beauftragt mit der Errichtung und der Überwachung des Systems der internen Kontrolle der Arbeitsweise der Provinzialdienste.

Bei dem System der internen Kontrolle handelt es sich um eine Reihe von Maßnahmen und Verfahren, die ausgearbeitet wurden, um eine angemessene Sicherheit in folgenden Bereichen zu gewährleisten:

- 1° die Durchführung der Zielsetzungen;
- 2° die Beachtung der geltenden Gesetzgebung und der Verfahren;
- 3° die Verfügbarkeit von zuverlässigen Informationen über die Finanzen und die Verwaltung, wie sie durch den Einnahmer übermittelt werden müssen.

Der allgemeine Rahmen des Systems der internen Kontrolle unterliegt der Genehmigung durch den Provinzialrat.

§ 7. Der Generaldirektor oder sein Stellvertreter, der einen höheren Dienstrang aufweist als der angeworbene oder angestellte Bedienstete, nimmt mit beschließender Stimme an den Beratungen des anlässlich der Anwerbung oder Anstellung von Personalmitgliedern gebildeten Prüfungsausschusses teil.

§ 8. Dem Generaldirektor obliegt die Aufbewahrung des Archivs. Er lässt den Mitgliedern des Provinzialrates und des Provinzkollegiums alle bei ihm beantragten Schriftstücke zukommen. Falls erforderlich gibt er Kopien dieser Schriftstücke ab.

Er übermittelt jedem Provinzialratsmitglied ein Exemplar von allem, was im Namen des Provinzialrates und des Provinzkollegiums gedruckt wird.“.

Art. L2212-59 - Falls der Generaldirektor verhindert oder die Stelle frei ist, bestimmt das Provinzialkollegium einen Dienst tuenden Generaldirektor für eine erneuerbare Höchstdauer von drei Monaten. Für einen ununterbrochenen Zeitraum von höchstens dreißig Tagen kann der Generaldirektor dem Provinzialkollegium den Namen des Bediensteten unterbreiten, der berufen ist, ihn zu ersetzen.

Dem Dienst tuenden Generaldirektor wird die Gehaltstabelle des Amtsinhabers gewährt.

Art. L2212-60. § 1. Der Generaldirektor ist nicht befugt, mehrere berufliche Tätigkeiten auszuüben. Unter dem Begriff Berufstätigkeit ist jegliche Beschäftigung zu verstehen, deren Ertrag ein in Artikel 23 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 erwähntes berufliches Einkommen darstellt mit Ausnahme der Anwesenheitsgelder, die im Rahmen der Ausübung eines Mandats bezogen werden und der Einkommen aus den Mandaten im Sinne von Artikel L5111-1.

Der Provinzialrat kann die gleichzeitige Ausübung mehrerer Tätigkeiten auf vorherige und schriftliche Anfrage des Generaldirektors für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren genehmigen, falls sie:

- 1° nicht Gefahr läuft, die Ausübung der Amtspflichten zu beeinträchtigen;
- 2° nicht gegen die Amtswürde verstößt;

3° nicht Gefahr läuft, die Unabhängigkeit des Generaldirektors zu beeinträchtigen oder eine Verwechslung mit seiner Eigenschaft als Generaldirektor zu verursachen.

Die Genehmigung kann widerrufen werden, falls eine der vorerwähnten Bedingungen für deren Gewährung nicht mehr erfüllt ist. Die Entscheidungen in Sachen Genehmigung, Verweigerung und Widerrufung werden begründet.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 werden gleichzeitige berufliche Tätigkeiten, die mit der Ausübung der Funktion verbunden sind oder diese betreffen, von Rechts wegen ausgeübt. Als mit der Funktion verbunden gilt jeder Auftrag,

1° kraft einer gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmung;

2° für die der Generaldirektor von Amts wegen durch den Provinzialrat bezeichnet wird.

Unterabschnitt 2 — Der Zielsetzungsvertrag und der Direktionsausschuss

Art. L2212-61. § 1. Der Zielsetzungsvertrag beinhaltet die Beschreibung der gesetzlichen Aufgaben des Generaldirektors, die aus dem allgemeinen Richtlinienprogramm hervorgehen, sowie jegliche weitere messbare und durchführbare Zielsetzung, die in seinen Aufgabenbereich fällt.

Er beschreibt die Strategie der Organisation der Verwaltung im Laufe der Legislaturperiode, um die in Absatz 1 erwähnten Aufgaben zu erfüllen und Zielsetzungen zu erreichen, und setzt diese in konkrete Initiativen und Projekte um. Er umfasst eine Synthese der menschlichen und finanziellen Mittel, die für seine Verwirklichung verfügbar und/oder notwendig sind.

§ 2. Der Zielsetzungsvertrag wird durch den Generaldirektor verfasst auf der Grundlage der Aufgabenbeschreibung innerhalb von sechs Monaten nach deren Zustellung durch das Provinzialkollegium anlässlich der vollständigen Erneuerung des Provinzialrates oder der Anwerbung des Generaldirektors.

Diese Aufgabenbeschreibung enthält mindestens die folgenden Angaben:

1° die Funktionsbeschreibung und das Kompetenzprofil für das Amt des Generaldirektors;

2° die für die verschiedenen Aufgaben zu erreichenden Zielsetzungen, insbesondere auf der Grundlage des allgemeinen Richtlinienprogramms;

3° die zugeteilten Haushaltsmittel und zur Verfügung gestellten menschlichen Ressourcen;

4° die gesamten Aufgaben, die ihm durch den vorliegenden Kodex anvertraut werden, und insbesondere seine Beratungs- und Dienstbereitschaftsaufgabe gegenüber allen Mitgliedern des Rates.

Zwischen dem Generaldirektor und dem Provinzialkollegium findet eine Konzertierung statt über die Mittel, die zur Durchführung des Zielsetzungsvertrags erforderlich sind. Für die Bereiche, für die er zuständig ist, nimmt der Finanzdirektor daran teil. In Ermangelung der Zustimmung des Generaldirektors über die Mittel wird dessen Gutachten dem Zielsetzungsvertrag in seiner durch das Provinzialkollegium genehmigten Fassung beigelegt.

§ 3. Der Zielsetzungsvertrag wird jährlich aktualisiert. Auf ausdrücklichen Antrag des Generaldirektors kann der Zielsetzungsvertrag im Laufe des Jahres angepasst werden. Der Zielsetzungsvertrag wird dem Rat gemeinsam mit den Aktualisierungen und gegebenenfalls erfolgten Anpassungen übermittelt.

Die Aufgabenbeschreibung wird dem Zielsetzungsvertrag beigelegt.

Art. L2212-62 - Innerhalb jeder Provinz wird ein Direktionsausschuss gebildet.

Neben den Zuständigkeiten, die ihm durch einen Beschluss des Provinzialkollegiums zuerkannt werden, prüft der Direktionsausschuss alle Fragen allgemeinen Interesses bezüglich der Organisation und der Arbeitsweise der Dienststellen.

Dieser Ausschuss setzt sich zusammen aus dem Generaldirektor, dem Finanzdirektor und den Personalmitgliedern, die der Generaldirektor unter jenen bezeichnet, die ein Amt bekleiden, das in dem Organisationsplan in Verbindung zu der Eigenschaft eines Verantwortlichen der Dienststelle steht.

Unterabschnitt 3 — Der Finanzdirektor

Art. L2212-63 - § 1. Der Finanzdirektor wird vom Provinzialrat ernannt. Er wird auf der Grundlage einer von der Provinz organisierten Prüfung und unter Beachtung der von der Wallonischen Regierung festgelegten Mindestregeln ernannt.

Die Ernennung erfolgt binnen sechs Monaten nach Eintreten der Vakanz.

Die endgültige Ernennung erfolgt nach Ablauf der Probezeit.

Das Gehalt des Finanzdirektors wird vom Provinzialrat gemäß der für Generaldirektoren in Gemeinden von mehr als 80 001 Einwohnern geltenden Gehaltstabelle, wie sie in Artikel L1124-6 vorgesehen ist, festgelegt.

Dienste, die der Finanzdirektor vor seiner Ernennung in dieser Eigenschaft in einer Föderal-, Regional-, Provinzial- oder Gemeindeverwaltung verrichtet hat, werden bei der Berechnung seines Gehaltes, das zu Lasten der Provinz geht, vollständig berücksichtigt.

§ 2. Das Verwaltungsstatut des Finanzdirektors wird durch eine vom Provinzialrat festgelegte Regelung und unter Beachtung der von der Regierung festgelegten Mindestanforderungen festgelegt.

Das Amt des Finanzdirektors kann durch Anwerbung, Beförderung und Mobilität vergeben werden.

§ 3. Der Finanzdirektor untersteht der Amtsgewalt des Provinzialkollegiums.

Art. L2212-64 - § 1. Falls der Finanzdirektor verhindert oder die Stelle frei ist, bestimmt das Provinzialkollegium einen Dienst tuenden Finanzdirektor In Dringlichkeitsfällen und für einen ununterbrochenen Zeitraum von höchstens dreißig Tagen bezeichnet der Finanzdirektor den Bediensteten, der berufen ist, ihn zu ersetzen.

Ihm wird die Gehaltstabelle des Amtsinhabers gewährt.

§ 2. Zu Beginn und am Ende seiner Amtstätigkeit wird unter Aufsicht des Provinzialkollegiums eine Endabrechnung der Geschäftsführung aufgestellt und werden die Kasse sowie die Buchungsbelege übergeben.

Art. L2212-65 - § 1. Der Finanzdirektor fungiert als Finanz- und Haushaltsberater der Provinz.

Im Rahmen des Systems der internen Kontrolle ist er beauftragt mit:

1° der effizienten und wirtschaftlichen Nutzung der Ressourcen;

2° dem Schutz der Aktiva.

§ 2. Der Finanzdirektor nimmt folgende Aufgaben wahr:

1° die Buchführung der Provinz und die Aufstellung der Jahresrechnungen;

2° die Begleichung der Ausgaben auf Zahlungsanweisungen ordnungsgemäß befugter Bevollmächtigten;

3° die Verwaltung der auf den Namen der Provinz eröffneten Konten und der allgemeinen Kassenmittel der Provinz;

4° die Anlage der Barmittel;

5° die Kontrolle und die Zentralisierung der von dem Rat, dem Kollegium oder den von ihnen bezeichneten Bediensteten getätigten Ausgabenverpflichtungen;

6° die Kontrolle der Sondereinnehmer;

7° die Erhebung und die Zwangseintreibung der Provinzialsteuern in Anwendung des Titels III des Buches II des dritten Teils des vorliegenden Kodex.

Zur Eintreibung von unzweifelhaften und fälligen nichtsteuerlichen Schuldforderungen kann der Einnahmehaber einen durch das Provinzialkollegium mit einem Sichtvermerk versehenen und für vollstreckbar erklärten Zahlungsbefehl zustellen. Ein derartiger Zahlungsbefehl wird durch einen Gerichtsvollzieher zugestellt. Diese Urkunde unterbricht die Verjährungsfrist. Ein Zahlungsbefehl darf nur dann durch das Provinzialkollegium mit einem Sichtvermerk versehen und für vollstreckbar erklärt werden, wenn die Schuld fällig, liquide und erwiesen ist. Der Schuldner muss zudem vorab durch einen Einschreibebrief zur Zahlung aufgefordert worden sein. Die Provinz ist berechtigt, für diesen Einschreibebrief Verwaltungskosten zu berechnen. Diese Kosten gehen zu Lasten des Schuldners und können durch einen Zahlungsbefehl eingetrieben werden.

Die Schulden der Personen öffentlichen Rechts können nicht per Zahlungsbefehl eingetrieben werden.

Eine Beschwerde gegen diesen Zahlungsbefehl kann innerhalb eines Monats nach der Zustellung durch eine Antragschrift oder eine Ladung eingereicht werden;

8° die vorherige Abgabe in völliger Unabhängigkeit eines begründeten schriftlichen Gutachtens zur Frage der Gesetzmäßigkeit über jeden Beschlussentwurf des Provinzialrates oder des Provinzialkollegiums mit einer finanziellen oder budgetären Auswirkung von mehr als 22.000 Euro und zwar innerhalb von zehn Arbeitstagen ab der Zustellung der Akte, die den Entwurf und die ggf. vorhandenen erklärenden Anlagen enthält.

Die vorerwähnte Frist von zehn Tagen kann durch einen Beschluss des Urhebers der betreffenden Amtshandlung um dieselbe Dauer verlängert werden. Bei gebührend begründeter Dringlichkeit kann diese Frist auf fünf Tage herabgesetzt werden.

In Ermangelung dessen wird das Gutachten nicht berücksichtigt. Dieses Gutachten ist gegebenenfalls Bestandteil der Akte, die der Aufsicht unterliegt.

§ 3. Der Finanzdirektor erteilt auf Antrag des Provinzialkollegiums oder des Generaldirektors und in völliger Unabhängigkeit ein begründetes schriftliches Gutachten zur Frage der Gesetzmäßigkeit jeglicher Fragen mit einer finanziellen Auswirkung. In Ermangelung dessen wird das Gutachten nicht berücksichtigt.

Er kann in völliger Unabhängigkeit und auf eigene Initiative dem Provinzialkollegium sein schriftliches und begründetes Gutachten abgeben zur Frage der Gesetzmäßigkeit jeglicher Fragen mit einer finanziellen Auswirkung auf Ebene der Provinz oder auf Ebene der konsolidierten Einrichtungen der Provinz sowie die verschiedenen Vereinigungen mit Rechtspersönlichkeit oder nichtrechtsfähigen Vereinigungen, die Zuschüsse seitens der Provinz erhalten.

§ 4. Der Finanzdirektor kann von dem Provinzialkollegium zu seinen Gutachten oder Empfehlungen angehört werden.

§ 5. Der Finanzdirektor erstattet dem Provinzialrat wenigstens einmal jährlich in völliger Unabhängigkeit Bericht über die Ausführung seiner Aufgabe der Erteilung von Gutachten. Der Bericht umfasst auch und insbesondere:

- eine rück- und ausblickende Bilanz der Finanzlage;

- eine Beurteilung der vergangenen und zukünftigen Entwicklung der Haushalte;

- eine Synthese der verschiedenen Gutachten, die er auf Anfrage oder aus eigener Initiative erteilt hat;

- die gesamten finanziellen Angaben der Dienststellen der Provinz, einschließlich der Provinzialregionen, der Gesellschaften, an denen die Provinz in Höhe von wenigstens 15% beteiligt ist und die VoE, an denen die Provinz beteiligt ist und innerhalb deren sie wenigstens 15% der Mitglieder der Verwaltungsorgane bezeichnet.

In diesem Bericht kann er alle Empfehlungen äußern, die er für zweckdienlich erachtet. Er übermittelt dem Provinzialkollegium und dem Generaldirektor gleichzeitig seinen Bericht.

Art. L2212-66 - § 1. Der Finanzdirektor ist nicht befugt, mehrere berufliche Tätigkeiten auszuüben. Unter dem Begriff Berufstätigkeit ist jegliche Beschäftigung zu verstehen, deren Ertrag ein in Artikel 23 des Einkommensteuergesetzbuches 1992 erwähntes berufliches Einkommen darstellt mit Ausnahme der Anwesenheitsgelder, die im Rahmen der Ausübung eines Mandats bezogen werden und der Einkommen aus den Mandaten im Sinne von Artikel L5111-1.

Der Provinzialrat kann die gleichzeitige Ausübung mehrerer Tätigkeiten auf vorherige und schriftliche Anfrage des Finanzdirektors genehmigen, falls sie:

1° nicht Gefahr läuft, die Ausübung der Amtspflichten zu beeinträchtigen;

2° nicht gegen die Amtswürde verstößt;

3° nicht Gefahr läuft, seine Unabhängigkeit zu beeinträchtigen oder eine Verwechslung mit seiner Eigenschaft als Einnahmehaber zu verursachen.

Die Genehmigung kann widerrufen werden, falls eine der in Absatz 2 erwähnten Bedingungen für deren Gewährung nicht mehr erfüllt ist. Die Entscheidungen in Sachen Genehmigung, Verweigerung und Widerrufung werden begründet.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 werden gleichzeitige berufliche Tätigkeiten, die mit der Ausübung der Funktion verbunden sind, von Rechts wegen ausgeübt. Als mit der Funktion verbunden gilt jeder Auftrag,

1° kraft einer gesetzlichen oder verordnungsmäßigen Bestimmung;

2° für die der Finanzdirektor von Amtes wegen durch den Provinzialrat bezeichnet wird.

Art. L2212-67 - Die mit der Beaufsichtigung, der Aufbewahrung oder der Benutzung der der Provinz gehörenden Stoffe oder des der Provinz gehörenden Materials beauftragten Bediensteten sind für diese Stoffe oder dieses Material verantwortlich und werden den Sondereinnehmern oder den Rechenschaftspflichtigen für die Geldmittel gleichgestellt, was die zu leistenden Garantien betrifft.

Das Mobiliar der Provinz wird inventarisiert. Zum Mobiliar gehören die Maschinen, die Apparate und das Material, mit deren Beaufsichtigung die in Absatz 2 erwähnten rechenschaftspflichtigen Bediensteten nicht beauftragt sind.

Die für jede Einrichtung oder für jeden Dienst aufgestellten Inventare des Mobiliars werden alljährlich und bei jeder Versetzung des verantwortlichen Beamten verglichen.

Art. L2212-68 - Das Provinzialkollegium legt den Organisationsplan der Dienststellen der Provinz fest.

Der Organisationsplan stellt die Organisationsstruktur der Dienststellen der Provinz dar. Zudem führt er die hierarchischen Verhältnisse an und identifiziert die Funktionen, die die Zugehörigkeit zu dem Direktionsausschuss voraussetzen.“

Art. 49 - In der französischen Fassung von Artikel 2 des Königlichen Erlasses Nr. 519 vom 31. März 1987 zur Regelung der freiwilligen Mobilität zwischen den statutarischen Personalmitgliedern der Gemeinden und der öffentlichen Sozialhilfezentren mit ein und demselben Zuständigkeitsgebiet wird der Wortlaut "en ce y compris les titulaires des grades légaux" aufgehoben.

Art. 50 - Ab dem Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets und falls kein Streitfall vorliegt, erreichen die Finanzdirektoren von Rechts wegen die Streichung der Bürgschaften und/oder die Rückerstattung der bei den betreffenden Einrichtungen hinterlegten Kautionen.

Art. 51 - Artikel 7 des vorliegenden Dekrets tritt am ersten Tag des Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft. Die Auswirkungen von Artikel 7 sind begrenzt auf eine Gehaltserhöhung in Höhe von wenigstens 2.500 Euro im Vergleich zu der am Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets geltenden Gehaltstabelle. Der gegebenenfalls verbleibende Restbetrag wird nach der ersten günstigen Bewertung gewährt.

Art. 52 - Das vorliegende Dekret tritt in Kraft am ersten Tag des Monats nach dem Monat seiner Veröffentlichung im Belgischen Staatsblatt in Kraft, mit Ausnahme der Artikel 34, 44 und 45, die anlässlich der Erneuerung der Gemeinde- und Provinzialräte im Jahre 2018 in Kraft treten.

In Abweichung von Artikel 34 und 44 des vorliegenden Dekrets ist die in Artikel L1125-1, 12° des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung vorgesehene Unvereinbarkeit nicht anwendbar auf die Mitglieder der Räte und Kollegien der Gemeinden oder Provinzen, die vor dem Inkrafttreten des vorerwähnten Absatzes gewählt oder bezeichnet wurden und die nach diesem Datum ohne Unterbrechung in diesen Organen tagen.

Art. 53 - Die Gemeindesekretäre und Provinzgreffiers, die an dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets im Amt sind, tragen den Titel eines Generaldirektors.

Die lokalen Einnahmer und die Provinzialeinnahmer, die an dem Datum des Inkrafttretens des vorliegenden Dekrets im Amt sind, tragen den Titel eines Finanzdirektors.

Art. 54 - Das vorliegende Dekret ist zwei Jahre vor der vollständigen Erneuerung der Gemeinde- und Provinzialräte im Jahr 2018 Gegenstand einer Bewertung.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 18. April 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

—
Fußnote

(1) *Sitzungsperiode 2012-2013.*

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 744 (2012-2013) Nrn. 1 bis 24.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 17. April 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204569]

18 APRIL 2013. — Decreet houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. In artikel L1121-3, tweede lid, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie worden de woorden "L1124-6 tot L1124-8" vervangen door de woorden "L1124-6 en L1124-8".

Art.2. In artikel L1123-15, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het tweede lid wordt opgeheven;

2° het vijfde lid wordt opgeheven;

3° in het derde lid worden de woorden "in het eerste en het tweede lid" vervangen door de woorden "in het eerste lid".

Art.3. Artikel L1124-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L1124-1. De doelstellingenovereenkomst bevat de omschrijving van de wettelijke opdrachten van de directeur-generaal waarin voorzien wordt in het algemeen beleidsprogramma, alsook elke andere kwantificeerbare en haalbare doelstelling die deel uitmaakt van zijn opdrachten.

Ze omschrijft de strategie van de organisatie van de administratie in de loop van de legislatuur met het oog op het vervullen van de opdrachten en het halen van de doelstellingen bedoeld in het eerste lid en drukt ze uit in initiatieven en concrete projecten. Ze bevat een overzicht van de menselijke en financiële middelen die beschikbaar of noodzakelijk zijn voor de uitvoering ervan.

De doelstellingenovereenkomst wordt door de directeur-generaal opgemaakt binnen zes maanden na ontvangst en op basis van de opdrachtbrief die het gemeentecollege hem zal overmaken ter gelegenheid van de gehele hernieuwing van de gemeenteraad of van de aanwerving van een directeur-generaal.

Die opdrachtbrief bevat minstens de volgende elementen :

1° de functiebeschrijving en het vaardigheidsprofiel van de betrekking van directeur-generaal;

2° de te halen doelstellingen voor de verschillende opdrachten, met name op basis van het algemeen beleidsprogramma;

3° de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke hulpkrachten;

4° het geheel van de opdrachten die hem bij dit Wetboek toegewezen worden, o.a. zijn advies- en disponibiliteitsopdracht jegens het geheel van de gemeenteraadsleden.

De directeur-generaal en het gemeentecollege plegen overleg over de middelen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst. De financieel directeur wordt erbij betrokken voor de aangelegenheden waarmee hij belast wordt. Bij gebrek aan akkoord van de directeur-generaal over de middelen wordt zijn advies gevoegd bij de doelstellingenovereenkomst zoals goedgekeurd door het gemeentecollege.

De doelstellingenovereenkomst wordt jaarlijks geüpdatet. Op uitdrukkelijk verzoek van de directeur-generaal kan de doelstellingenovereenkomst in de loop van het jaar bijgestuurd worden door het college. De doelstellingenovereenkomst alsook de updates en eventuele aanpassingen ervan worden aan de raad meegedeeld.

De opdrachtbrief wordt bij de doelstellingenovereenkomst gevoegd."

Art. 4. Artikel L1124-2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L1124-2. § 1. De directeur-generaal wordt door de gemeenteraad benoemd tegen de voorwaarden vastgesteld in artikel L1212-1 en met inachtneming van de minimale regels waarin de Regering voorziet. Er wordt in de betrekking voorzien binnen zes maanden na de vacantverklaring.

De definitieve benoeming vindt plaats na afloop van de stage.

§ 2. Het administratief statuut van de directeur-generaal ligt vast in een reglement dat door de gemeenteraad opgemaakt wordt met inachtneming van de minimale regels waarin de Waalse Regering voorziet.

De betrekkingen van directeur-generaal is toegankelijk door werving, bevordering en mobiliteit."

Art. 5. Artikel L1124-4 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L1124-4. § 1. De directeur-generaal is belast met de voorbereiding van de dossiers die aan de gemeenteraad of aan het gemeentecollege worden voorgelegd. Hij woont de zittingen van de raad en van het college zonder stemrecht bij.

De directeur-generaal is ook belast met de uitvoering van de beleidshoofdlijnen van het algemeen beleidsprogramma uitgedrukt in de doelstellingenovereenkomst bedoeld in artikel L1124-1.

In dit kader voert en evalueert hij het beleid inzake het beheer van de menselijke hulpkrachten.

§ 2. Onder de controle van het gemeentecollege leidt en coördineert hij de gemeentediensten en, behalve de uitzonderingen bepaald bij wet of decreet, staat hij aan het hoofd van het personeel. In dat kader maakt hij het ontwerp van de evaluatie van elk personeelslid op alvorens het aan de betrokkene en aan het college te richten.

De directeur-generaal of zijn afgevaardigde, van hoger niveau dan dat van het geworven of in dienst genomen personeelslid, neemt met stemrecht deel aan de examenjury samengesteld bij de werving of de indienstneming van de personeelsleden.

§ 3. Het voorzitterschap van het directiecomité bedoeld in artikel L1211-3, wordt door de directeur-generaal waargenomen.

§ 4. De directeur-generaal wordt belast met de invoering en de monitoring van het systeem voor interne controle op de werking van de gemeentediensten.

Het interne controlesysteem is een geheel van maatregelen en procedures bedacht om redelijke zekerheid te waarborgen wat betreft :

1° het halen van de doelstellingen;

2° de naleving van de geldende wetgeving en van de procedures;

3° de beschikbaarheid van betrouwbare informatie over de financiën en het beheer.

Het algemene kader van het interne controlesysteem wordt ter goedkeuring aan de gemeenteraad voorgelegd.

§ 5. De directeur-generaal notuleert de zittingen van de raad en zorgt voor het overschrijven ervan. De overgeschreven notulen worden door de burgemeester en de directeur-generaal ondertekend binnen de maand na hun aanneming door de gemeenteraad.

De directeur-generaal brengt juridische en administratieve adviezen uit aan de gemeenteraad en het gemeentecollege. In voorkomend geval, wijst de directeur-generaal op de toepasselijke rechtsregels, maakt hij gewag van de feitelijke elementen waarvan hij kennis heeft en zorgt hij ervoor dat de aanmerkingen waarin de wet voorziet in de beslissingen opgenomen worden.

Die adviezen en raadgevingen worden bij de beslissing van het gemeentecollege of van de gemeenteraad gevoegd en aan de financieel directeur overgemaakt.

§ 6. Na overleg met het directiecomité wordt de directeur-generaal belast met het opmaken van de ontwerpen van :

1° het organigram;

2° de personeelsformatie;

3° de statuten van het personeel."

Art. 6. Artikel 1124-5 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L1124-5. § 1. De directeur-generaal mag geen beroepsactiviteiten cumuleren. Onder beroepsactiviteit wordt verstaan elke bezigheid waarvan de opbrengst een beroepsinkomen is zoals bedoeld in artikel 23 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met uitzondering van het presentiegeld ontvangen bij het uitoefenen van een mandaat en van de inkomens uit de mandaten bedoeld in artikel L5111-1.

De gemeenteraad kan op voorafgaand schriftelijk verzoek van de directeur-generaal, cumulatie toestaan voor een hernieuwbare termijn van drie jaar, onder de volgende voorwaarden :

1° de cumulatie brengt de vervulling van de opdrachten i.v.m. de functie niet in gevaar;

2° de cumulatie is niet tegenstrijdig met de waardigheid van de functie;

3° de cumulatie brengt de onafhankelijkheid van de directeur-generaal niet in gevaar en veroorzaakt geen verwarring met zijn hoedanigheid van directeur-generaal.

De toestemming is herroepbaar indien niet meer wordt voldaan aan één van de bovenbedoelde toekenningsvoorwaarden. De beslissingen tot toestemming, weigering en herroeping zijn met redenen omkleed.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de cumulatie van beroepsactiviteiten die inherent zijn aan of betrekking hebben op de uitoefening van de functie van rechtswege uitgeoefend. Inherent aan de uitoefening van de functie is elke taak :

1° die uitgeoefend wordt krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling;

2° die inherent is aan de functie waarvoor de directeur-generaal ambtshalve aangewezen wordt door de gemeenteraad."

Art. 7. Artikel L1124-6 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art. L1124-6. § 1. De gemeenteraad stelt de weddeschaal van de directeur-generaal vast binnen de minimum- en maximumgrenzen zoals hierna gesteld :

1. gemeenten van 10 000 inwoners en minder : 34.000 € - 48.000 €;

2. gemeenten van 10 001 tot 20 000 inwoners : 38.000 € - 54.000 €;

3. gemeenten van 20 001 tot 35 000 inwoners : 40.600 € - 58.600 €;

4. gemeenten van 35 001 tot 80 000 inwoners : 45.500 € - 65.000 €;

5. gemeenten van meer dan 80 001 inwoners : 51.500 € - 72.500 €.

De minimum- en maximumbedragen van de weddeschalen van de directeur-generaal worden gekoppeld aan de spilindex 138,01.

De Regering kan de weddeschalen aanpassen."

Art. 8. Artikel L1124-7 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 9. In artikel L1124-8, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden "overeenkomstig artikel L1124-7" opgeheven.

Art. 10. Artikel L1124-11, vierde lid, van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel L1124-14 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel L1124-15 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van meer dan 60 000 inwoners" vervangen door de woorden "van meer dan 10 000 inwoners".

Art. 13. Artikel L1124-16 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt : "Artikel L1124-2 geldt voor de adjunct-directeur-generaal."

Art. 14. In artikel L1124-17, tweede lid, van hetzelfde Wetboek worden de woorden "of verhinderd" opgeheven.

Art. 15. Artikel L1124-19 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

"Art. L1124-19. Onverminderd de toepassing van de bepalingen van artikel L1124-17 wijst het gemeentecollege een waarnemend directeur-generaal aan voor een hernieuwbare termijn van maximum drie maanden bij afwezigheid van de directeur-generaal of van vacature. Voor een doorlopende periode van hoogstens dertig dagen kan het college de directeur-generaal belasten met de aanwijzing van de ambtenaar die hem moet vervangen."

Art. 16. Artikel L1124-20 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

"Art. L1124-20. De waarnemend directeur-generaal geniet de weddeschaal van de titularis."

Art. 17. Artikel L1124-21 van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

"Art. L1124-21. § 1. Het ambt van financieel directeur wordt begeben en uitgeoefend overeenkomstig de volgende bepalingen :

1° in de gemeenten die meer dan 10 000 inwoners tellen, door een financieel directeur;

3° in de gemeenten die 10 000 inwoners en minder tellen, door een gewestelijke ontvanger; behalve indien de gemeenteraad een betrekking van financieel directeur voorziet.

De datum van inwerkingtreding van dit paragraaf wordt door de Regering vastgelegd.

§ 2. De financieel directeur van een gemeente van 20 000 inwoners of minder kan tot financieel directeur van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van hetzelfde ambtsgebied benoemd worden; hij kan echter niet tot financieel directeur van een andere gemeente, noch tot financieel directeur van een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van een andere gemeente benoemd worden.

Het totaal van de dienstverstrekkings mag in geen geval groter zijn dan het globale volume van alle activiteiten gecumuleerd tot meer dan 1,25 maal de werktijd van de voltijdse betrekking.

De gemeenteraad en de raad voor maatschappelijk welzijn bepalen in onderlinge overeenstemming de verdeling van de werktijd van de financieel directeur ten gunste van beide instellingen, met inachtneming van de maximumgrens van 1,25 maal bedoeld in het tweede lid. De weddelast die respectievelijk aan de gemeente en aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn toekomt is evenredig aan de werktijd gepresteerd ten gunste van elk van de beide instellingen.

Art. 18. In artikel L1124-22 van hetzelfde Wetboek worden de §§ 1 en 2 vervangen door volgende tekst :

« § 1^{er}. De financieel directeur wordt door de gemeenteraad benoemd tegen de voorwaarden vastgesteld in artikel L1212-1 en met inachtneming van de minimale regels vastgelegd door de Regering.

Er wordt in de betrekking voorzien binnen 6 maanden na de vacantverklaring.

De betrekkingen van financieel directeur is toegankelijk door werving, bevordering en mobiliteit.

De definitieve benoeming vindt plaats na afloop van de stage.

§ 2. De financieel directeur staat onder het gezag van het gemeentecollege.

Zijn administratief statuut ligt vast in een reglement dat door de gemeenteraad opgemaakt wordt met inachtneming van de minimale regels waarin de Waalse Regering voorziet."

Art. 19. In artikel L1124-22, § 3, vierde lid, van hetzelfde Wetboek, wordt de zin "De waarnemend plaatselijke ontvanger dient alle voorwaarden die vereist zijn voor de uitoefening van het ambt van plaatselijke ontvanger te verenigen" vervangen door de zin "De waarnemend financieel directeur geniet de weddeschaal van de titularis."

Art. 20. Artikel L1124-25 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door het volgende artikel :

"Art. L1124-25. De financieel directeur vervult de functie van financieel en budgettaire adviseur van de gemeente. In het kader van het interne controlesysteem wordt hij belast met :

1° het efficiënt en zuinig gebruik van de hulpbronnen;

2° de bescherming van de activa;

3° het verstrekken van betrouwbare financiële informatie aan de directeur-generaal."

Art. 21. De artikelen L1124-26 tot L1124-34 van het Wetboek worden opgeheven. In artikel L1124-35 van hetzelfde Wetboek vervallen de woorden "in de gemeenten van 5 001 inwoners en meer".

Art. 22. Artikel L1124-36 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 23. In artikel L1124-37 van hetzelfde Wetboek worden de woorden "van 15 001 tot en met 20 000 inwoners" vervangen door de woorden "van 10 001 tot en met 20 000 inwoners".

Art. 24. In hetzelfde Wetboek wordt artikel L1124-38 vervangen als volgt :

"Art. L1124-38. § 1. De financieel directeur mag geen beroepsactiviteiten cumuleren. Onder beroepsactiviteit wordt verstaan elke bezigheid waarvan de opbrengst een beroepsinkomen is zoals bedoeld in artikel 23 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met uitzondering van het presentiegeld ontvangen bij het uitoefenen van een mandaat en van de inkomens uit de mandaten bedoeld in artikel L5111-1.

De gemeenteraad kan op voorafgaand schriftelijk verzoek van de financieel directeur, cumulatie toestaan voor een hernieuwbare termijn van drie jaar, onder de volgende voorwaarden :

1° de cumulatie brengt de vervulling van de opdrachten i.v.m. de functie niet in gevaar;

2° de cumulatie is niet tegenstrijdig met de waardigheid van de functie;

3° de cumulatie brengt zijn onafhankelijkheid niet in gevaar en veroorzaakt geen verwarring met zijn hoedanigheid van financieel directeur.

De toestemming is herroepbaar indien niet meer wordt voldaan aan één van de bovenbedoelde toekenningsvoorwaarden. De beslissingen tot toestemming, weigering en herroeping zijn met redenen omkleed.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de cumulatie van beroepsactiviteiten die inherent zijn aan of betrekking hebben op de uitoefening van de functie van rechtswege uitgeoefend. Inherent aan de uitoefening van de functie is elke taak :

1° die uitgeoefend is krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling;

2° waarvoor de directeur-generaal ambtshalve aangewezen wordt door de gemeenteraad."

Art. 25. Artikel L1124-39 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel L1124-38 is, *mutatis mutandis*, toepasselijk op de gewestelijke ontvanger."

Art. 26. Artikel L1124-40 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. L1124-40. § 1. De financieel directeur vervult de volgende taken :

1° de ontvangsten van de gemeente verrichten.

Met het oog op de invordering van zekere en opeisbare niet-fiscale schuldvorderingen kan de financieel directeur een door het gemeentecollege getekend en voor uitvoerbaar verklaard dwangbevel toesturen.

Een dergelijk dwangbevel wordt bij deurwaardersexploot betekend. Dat exploit onderbreekt de verjaring.

Een dwangbevel mag door het gemeentecollege slechts ondertekend en voor uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, vlottend en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De gemeente kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten zijn voor rekening van de schuldenaar en kunnen bij dwangbevel ingevorderd worden. De schulden van publiekrechtelijke personen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden. Tegen dat exploit kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening;

2° op basis van mandaten de betaalbaar gestelde uitgaven vereffenen ten belope van :

a) het bijzondere bedrag van elk begrotingsartikel;

b) het bijzonder krediet of het voorlopig krediet;

c) het bedrag van de overeenkomstig artikel L1311-4 overgedragen kredieten :

3° binnen tien werkdagen na ontvangst van het dossier dat het ontwerp en de eventuele verklarende bijlagen inhoudt in alle onafhankelijkheid een voorafgaand en gemotiveerd schriftelijk advies uitbrengen over elk ontwerp van beslissing van de gemeenteraad of het gemeentecollege met een financiële of budgettaire weerslag van meer dan 22.000 euro;

4° binnen tien werkdagen na ontvangst van het dossier dat het ontwerp en de eventuele verklarende bijlagen inhoudt in alle onafhankelijkheid en op eigen initiatief een voorafgaand en gemotiveerd schriftelijk advies uitbrengen over elk ontwerp van beslissing van de gemeenteraad of het gemeentecollege met een financiële of budgettaire weerslag van minder dan 22.000 euro.

De termijn van tien dagen bedoeld onder 4° kan bij beslissing van de betrokken auteur van de akte verlengd worden voor dezelfde duur indien de financiële directeur een gemotiveerd verzoek indient. In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan die termijn tot vijf dagen ingekort worden.

Zo niet wordt het advies genegeerd. Dat advies maakt, in voorkomend geval, noodzakelijk deel uit van het dossier dat aan toezicht onderworpen wordt.

Indien de financieel directeur weigert het bedrag van de uitgaven bedoeld in 2° te betalen of de betaling uitstelt, wordt de betaling zoals in aangelegenheden van directe belastingen door de gewestelijke ontvanger van de directe belastingen vervolgd, nadat het provinciecollege, die de financieel directeur kan oproepen en hem vooraf hoort indien hij zich aanmeldt, de bevelschriften uitvoerbaar heeft verklaard.

Op verzoek van de gemeenteraad of van de directeur-generaal brengt de financieel directeur in alle onafhankelijkheid een gemotiveerd schriftelijk advies uit over elke aangelegenheid met een financiële weerslag. Zo niet wordt het advies genegeerd. Hij kan in alle onafhankelijkheid en op eigen initiatief aan het gemeentecollege zijn schriftelijk en gemotiveerd advies of zijn voorstellen uitbrengen over elke financiële aangelegenheid die de gemeente aangaat of die de geconsolideerde entiteiten van de gemeente aangaan, namelijk het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn van de gemeenten van het Franse taalgebied, de politiezone, de kerkfabrieken en de instellingen die belast zijn met het beheer van de temporalien van de erkende erediensten voor de gemeenten van het Franse taalgebied, de gewone of autonome bedrijven alsook de verschillende rechtelijke of feitelijke verenigingen die subsidies van de gemeente krijgen.

§ 3. De financieel directeur kan i.v.m. zijn adviezen en voorstellen gehoord worden door de gemeenteraad.

§ 4. De financieel directeur brengt minstens één keer per jaar in alle onafhankelijkheid verslag uit aan de gemeenteraad over de uitvoering van zijn adviesverleningsopdracht. Het verslag bevat o.a. ook :

- een geüpdatet retrospectief en prospectief overzicht van de schatkist;
- een raming van de vroegere en toekomstige evolutie van de begrotingen;
- een synthese van de verschillende adviezen die op verzoek of op eigen initiatief werden uitgebracht;
- de financiële gegevens van de gemeentediensten met inbegrip van de politiediensten, de gemeentebedrijven, de intercommunales, de bedrijven waarin de gemeente een deelname van minstens 15 % heeft en de VZW's waaraan de gemeente deelneemt en waarin zij minstens 15 % van de leden van de beheersorganen aanwijst.

In dat verslag kan hij alle voorstellen doen die hij nuttig acht. Hij richt tegelijkertijd een afschrift van zijn verslag aan het college en aan de directeur-generaal."

Art. 27. Artikel L1124-41 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 28. Artikel L1124-42 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. L1124-42. § 1. Het gemeentecollege, of het door het college aangewezen lid, controleert de kas van de financieel directeur minstens één keer per kwartaal en stelt er proces-verbaal van op, waarin zijn opmerkingen en die van de financieel directeur opgenomen worden; het proces-verbaal wordt ondertekend door de financieel directeur en de leden van het college die de controle hebben gevoerd.

Het gemeentecollege maakt het proces-verbaal aan de gemeenteraad over.

Als de financieel directeur instaat voor verschillende openbare kasgelden, worden die tegelijkertijd gecontroleerd op het tijdstip dat door de betrokken overheden wordt bepaald.

§ 2. De financieel directeur geeft de gemeenteraad onmiddellijk kennis van elk tekort te wijten aan diefstal of verlies.

Overeenkomstig paragraaf 1 wordt onmiddellijk een kasinspectie uitgevoerd om het bedrag van het tekort vast te stellen.

Het proces-verbaal van de kasinspectie wordt aangevuld met een feitenrelaas en een verslag over de bewarende maatregelen die de financieel directeur heeft genomen.

§ 3. Als de kasinspectie wijst op een tekort wegens diefstal of verlies, verzoekt het gemeentecollege de financieel directeur bij aangetekend schrijven erom een gelijkwaardige som in de gemeentekas te storten. Dat verzoek wordt voorafgegaan door een beslissing van de gemeenteraad waarbij bepaald wordt of en in welke mate de financieel directeur aansprakelijk gesteld moet worden voor de diefstal of het verlies en waarbij het te betalen bedrag van het tekort wordt vastgesteld; een afschrift van deze beslissing wordt bij het verzoek om betaling gevoegd.

§ 4. Binnen zestig dagen na de kennisgeving van dat verzoek kan de financieel directeur een beroep bij de Regering indienen; dat beroep schorst de tenuitvoerlegging.

De Regering spreekt zich als administratieve rechtbank uit over de aansprakelijkheid van de financieel directeur en bepaalt het bedrag van het tekort dat bijgevolg voor zijn rekening is.

De beslissing van de Regering wordt uitgevoerd na afloop van de termijn bedoeld in artikel 4, derde lid, van het besluit van de Regent van 23 augustus 1948 tot regeling van de rechtspleging voor de afdeling bestuursrechtspraak van de Raad van State; na afloop van de termijn of bij gebrek aan beroep wordt de beslissing uitgevoerd op het persoonlijke vermogen van de financieel directeur indien hij de beslissing niet vrijwillig ten uitvoer legt. Wanneer de financieel directeur geen beroep indient bij de Regering en het verzoek om betaling niet inwilligt na het verstrijken van de toegestane termijn, wordt eveneens gehandeld door middel van een dwangbevel. "

Art. 29. Artikel L1124-43 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. L1124-43. Op verzoek van de financieel directeur of de gewestelijke ontvanger wordt de inning van de belastingen die een gemeente verschuldigd zijn, tegen de belastingplichtigen die hun woonplaats in een andere gemeente hebben, vervolgd door de financieel directeur of de gewestelijke ontvanger van laatstbedoelde gemeente.

De kosten gemaakt door de vervolgende gemeente die niet geïnd zijn ten laste van de belastingplichtige, worden door de verzoekende gemeente overgenomen."

Art. 30. Artikel L1124-44 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. L1124-44. § 1. De financieel directeur of de gewestelijke ontvanger zijn niet aansprakelijk voor de ontvangsten die de gemeenteraad doet invorderen door bijzondere agenten; deze agenten zijn aansprakelijk voor de ontvangsten waarvan de invordering hun wordt opgedragen; wat de invordering van die ontvangsten betreft, zijn ze aan dezelfde verplichtingen onderworpen als de financieel directeur.

Wat betreft de eed, de vervanging, het opmaken van de eindrekening en de bij de Regering ingestelde beroepen, zijn de bijzondere agenten aan dezelfde regels onderworpen als de financieel directeurs; de artikelen L1124-22, § 3, L1124-45 en L1126-4 gelden, *mutatis mutandis*, voor hen.

Ze mogen geen enkele uitgave boeken op de rekeningen die ze beheren.

De geïnde ontvangsten worden minstens om de veertien dagen aan de financieel directeur overgemaakt, waarbij de laatste storting van het boekjaar op de laatste werkdag van de maand december moet plaatsvinden.

Bij elke storting bezorgt de bijzondere agent de financieel directeur een gedetailleerde lijst van de budgettaire aanrekeningen, de gestorte bedragen en de desbetreffende schuldenaars.

De rekeningen van de bijzondere agent worden, samen met de bewijsstukken, voor verificatie en visering aan het gemeentecollege voorgelegd.

Ze worden vervolgens met alle bewijsstukken aan de financieel directeur overgemaakt om bij de begrotingsrekening te worden gevoegd.

Artikel L1124-42 is, *mutatis mutandis*, van toepassing op de bijzondere agent wanneer een tekort wegens diefstal of verlies wordt vastgesteld.

§ 2. De gemeenteraad kan sommige gemeenteambtenaren, als bijkomende functie, belasten met de vastlegging en de betaling van kleine uitgaven en met de invordering van ontvangsten in contant geld, zodra het recht op de ontvangst vaststaat.

De ambtenaren bedoeld in het eerste lid zijn niet onderworpen aan de verplichtingen bedoeld in § 1. Ze storten de geïnde bedragen minstens elke week integraal aan de financieel directeur, overeenkomstig zijn richtlijnen en met een per begrotingsartikel uitvoerige invorderingsstaat als bewijsstuk."

Art. 31. Artikel L1124-45 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. L1124-45. § 1. Er wordt een eindrekening opgemaakt wanneer de financieel directeur of de gewestelijke ontvanger of de in artikel L1124-44, § 1; bedoelde bijzondere agent zijn ambt definitief neerlegt en in de gevallen bedoeld in de artikelen L1124-22, § 3, vijfde lid, en L1124-24, tweede lid.

§ 2. De eindrekening van de financieel directeur of de bijzondere agent wordt, eventueel samen met zijn opmerkingen of die van zijn rechthebbenden als hij overleden is, door het gemeentecollege voorgelegd aan de gemeenteraad die ze vastlegt en verklaart dat de rekenplichtige niets meer verschuldigd is of een verschuldigd bedrag vaststelt.

De beslissing waarbij de eindrekening wordt afgesloten, wordt door toedoen van de gemeenteraad bij aangetekend schrijven aan de rekenplichtige betekend of, bij diens overlijden, aan zijn rechthebbenden. Ze gaat eventueel vergezeld van een verzoek om het debet te vereffenen.

§ 3. De provinciegouverneur sluit de eindrekening van het beheer van de gewestelijke ontvanger af en verklaart dat hij niets meer verschuldigd is of stelt de nog verschuldigde som vast, na de rekening aan de gemeenteraad te hebben overgemaakt en hem te hebben verzocht in de door de gouverneur opgelegde termijn zijn opmerkingen over te maken.

De gouverneur brengt zijn beslissing bij aangetekend schrijven ter kennis van de ontvanger of, bij overlijden, van diens rechthebbenden en voegt er, indien nodig, het verzoek om de nog verschuldigde som te betalen bij.

§ 4. Artikel L1124-42, § 4, geldt, *mutatis mutandis*, wanneer de rekenplichtige verzocht wordt een nog verschuldigde som te betalen. ».

Art. 32. Artikel L1124-49 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Art. L1124-49. § 1^{er}. De gewestelijke ontvangers oefenen hun ambt uit onder het gezag van de provinciegouverneur of van de afgevaardigde arrondissementscommissaris.

Het Gewest is tegenover de belanghebbende gemeenten verantwoordelijk voor het beheer van deze rekenplichtigen.

§ 2. Minstens éénmaal per kwartaal inspecteert de provinciegouverneur de kas van de gewestelijke ontvanger; hij stelt het controleproces-verbaal op, waarin zijn opmerkingen worden vermeld, evenals de opmerkingen van de ontvanger, en het wordt door beiden ondertekend; de provinciegouverneur geeft kennis van dat proces-verbaal aan de gemeenteraad.

Gelijktijdig worden alle kassen geïnspecteerd die de gewestelijke ontvanger in alle gemeenten van zijn ambtsgebied beheert, en alle andere openbare kassen die hij beheert.

De gewestelijke ontvanger brengt de provinciegouverneur en het gemeentecollege onmiddellijk op de hoogte van elk tekort wegens diefstal of verlies; overeenkomstig het eerste en het tweede lid wordt door de provinciegouverneur onmiddellijk een kasinspectie uitgevoerd om het bedrag van het tekort vast te stellen; het proces-verbaal van de kasinspectie wordt aangevuld met een feitenrelaas en een verslag over de bewarende maatregelen die de ontvanger heeft genomen.

Na de gemeenteraad erom te hebben verzocht hem in de door hem opgelegde termijn diens opmerkingen over te maken, verzoekt de provinciegouverneur de ontvanger bij ter aangetekend schrijven met afschrift aan het gemeentecollege om in de gemeentekas een som te storten die gelijk is aan het bedrag van het tekort dat de provinciegouverneur beslist om hem aan te rekenen indien de gouverneur van oordeel is dat de ontvanger geheel of gedeeltelijk aansprakelijk dient te worden gesteld voor de diefstal of het verlies.

Artikel L1124-42, § 4, is, *mutatis mutandis*, van toepassing".

Art. 33. Artikel L1124-50 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Art. L1124-50. Het gemeentecollege gaat over tot de evaluatie van de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten waarin de Regering voorziet.".

Art. 34. In artikel L1125-1 van hetzelfde Wetboek wordt een punt 12^o ingevoegd, luidend als volgt :

"12^o De bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad met de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur en de personen die gehuwd zijn of wettelijk samenwonen met de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal of de financieel directeur van het centrum.".

Art. 35. Artikel L1132-1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

"Art L1132-1. De directeur-generaal notuleert de zittingen van het gemeentecollege en zorgt voor het overschrijven ervan.".

Art. 36. In hetzelfde Wetboek worden een artikel L1211-2 en een artikel L1211-3 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. L1211-2. Het gemeentecollege maakt het organigram van de gemeentelijke diensten.

Het organogram is de organisatiestructuur van de diensten van de gemeentelijke diensten. Het bevat de hiërarchische betrekkingen en identificeert de functies die deelname aan het directiecomité inhouden.

Art. L1211-3. § 1. Er wordt binnen elke gemeente een directiecomité opgericht dat samengesteld is uit de directeur-generaal, de adjunct-directeur-generaal, de financieel directeur en personeelsleden die de directeur-generaal kiest onder degenen die functies als dienstverantwoordelijke vervullen, zoals bepaald bij het organogram bedoeld in artikel L1211-2.

§ 2. Behalve de bevoegdheden toegewezen bij beslissing van het gemeentecollege, heeft het directiecomité kennis van alle vragen i.v.m. de organisatie en de werking van de diensten.

De voorontwerpen van begroting, begrotingswijzigingen en desbetreffende verklarende nota's zijn het voorwerp van overleg binnen het directiecomité.

§ 3. Behalve de overlegvergadering bedoeld in § 2, tweede lid, is het instellen van een directiecomité facultatief voor de gemeenten van 10 000 inwoners of minder. De directiecomités van de gemeente en het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn voor de gemeenten van het Franse taalgebied vergaderen minstens twee keer per jaar samen.".

Art. 37. In artikel L1215-8 van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid vervangen als volgt :

"De directeur-generaal kan op basis van een gemotiveerd rapport van de hiërarchische meerdere tuchtmaatregelen (een waarschuwing of een berisping) opleggen aan de leden van bovenbedoeld personeel.

De directeur-generaal deelt zijn beslissing mee aan het gemeentecollege, dat over een termijn van 15 dagen beschikt om het aan zich te trekken. Na afloop van die termijn wordt de beslissing van de directeur-generaal aan het personeelslid meegedeeld overeenkomstig artikel L1215-18.

Het gemeentecollege deelt de beslissing zo spoedig mogelijk bij aangetekend schrijven aan het personeelslid mee.

Het eerste lid is niet van toepassing op de adjunct-directeur-generaal en de financieel directeur.".

Art. 38. Artikel L1217-1, van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld als volgt :

"In geval van ontslag van de directeur-generaal, adjunct-directeur-generaal of financieel directeur wegens beroepsongeschiktheid, met uitzondering van de bevorderde personeelsleden verleent de gemeente of de provincie hen een vergoeding gelijk aan minimum drie maanden wedde per aangevatte schijf werk van vijf jaar.".

Art. 39. Artikel L1218-1, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

"Er wordt een gewestelijke kamer van beroep ingesteld. Ze is bevoegd om kennis te nemen van :

1° beroepen tegen beslissingen inzake ambtshalve ontslag en ontslag wegens beroepsongeschiktheid;

2° beroepen ingediend door de directeurs-generaal, de adjunct-directeurs-generaal en de financieel directeurs tegen beslissingen die jegens hen genomen worden in het kader van hun evaluatie."

Art. 40. Artikel L1218-2, § 1, van hetzelfde Wetboek wordt gewijzigd als volgt :

"De kamer van beroep bestaat uit :

- één voorzitter en één ondervoorzitter;

- 11 gewone bijzitters en 11 plaatsvervangende bijzitters.

Ze is bijgestaan door een gewone en een plaatsvervangende griffier.

De voorzitter en de ondervoorzitter worden door de Regering aangewezen uit de gewone of eremagistraten.

Twee gewone en twee plaatsvervangende bijzitters worden aangewezen door de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van Steden en Gemeenten van Wallonië). Een gewone en een plaatsvervangende bijzitter worden aangewezen door de "Association des Provinces wallonnes" (Vereniging van de Waalse Provincies).

Een gewone en een plaatsvervangende bijzitter worden aangewezen door elke representatieve vakbondsorganisatie in de zin van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel.

Twee gewone en twee plaatsvervangende bijzitters worden aangewezen door het Verbond van de gemeentesecretarissen en van het O.C.M.W.

Twee gewone en twee plaatsvervangende bijzitters worden aangewezen door het Verbond van de gemeenteontvangers en van het O.C.M.W.

Een gewone en een plaatsvervangende bijzitter worden aangewezen onder de provinciale directeurs-generaal.

De aangewezen bijzitters moeten door de Regering erkend worden. De erkenningsweigering wordt aan het Comité C onderworpen.

De gewone en plaatsvervangende griffiers worden door de Regering aangewezen onder de leden van het niveau A van het Gewest."

Art. 41. Artikel L1218-5 wordt gewijzigd als volgt :

"De kamer van beroep beraadslaagt slechts rechtsgeldig met minstens acht leden, namelijk de voorzitter of de ondervoorzitter, zeven bijzitters onder welke twee vertegenwoordigers van de vakbondorganisaties en twee vertegenwoordigers van de Unie der steden en gemeenten en de Vereniging van de Waalse provincies alsook twee vertegenwoordigers van het betrokken verbond."

Art. 42. Er wordt een artikel L1218-2 toegevoegd, luidend als volgt :

"Art. L1218-12. § 1. Onverminderd de toepassing van de artikelen L1218-3 en L1218-4 en van de artikelen L1218-7 tot L1218-10 beschikken de directeurs-generaal, de adjunct-directeurs-generaal en de financieel directeurs over een termijn van 15 dagen die ingaat op de eerste werkdag na de kennisgeving van de beslissingen die jegens hen genomen worden in het kader van hun evaluatie om bij aangetekend schrijven de aangelegenheid aanhangig te maken bij de in de artikelen L1218-1 en volgende bedoelde Kamer van beroep.

§ 2. De Kamer van beroep brengt een met redenen omkleed "gunstig" of "ongunstig" advies uit.

Dit advies wordt samen met het volledige dossier aan de verzoeker en aan de overheid die bevoegd is voor de evaluatie meegedeeld binnen een termijn van dertig dagen berekend overeenkomstig de bepalingen van artikel L1218-13, § 2.

Art. 43. Er wordt een artikel L1218-13 toegevoegd, luidend als volgt :

"Art. L1218-13. § 1. Wanneer er een beroep bedoeld in artikel L 1218-2 aanhangig is gemaakt bij de Kamer van beroep bericht de griffier van de Kamer van beroep er binnen twee dagen na ontvangst van het beroep ontvangst van en deelt hij het tegelijkertijd aan de bevoegde overheid mee waarbij hij haar erom verzoekt de akte samen met haar bewijsstukken binnen tien dagen over te maken.

§ 2. Bij gebreke hiervan worden de in het beroep aangevoerde feiten geacht nauwkeurig te zijn en begint de termijn van dertig dagen te lopen vanaf de eerste werkdag na het verstrijken van die termijn.

§ 3. Het advies van de Kamer van beroep wordt aan de bevoegde overheid en aan de verzoeker medegedeeld.

§ 4. Het ongunstige advies van de Kamer van beroep verplicht de bevoegde overheid om over te gaan tot een nieuwe evaluatie."

Art. 44. Artikel L2212-76, § 3, van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt :

" § 3. De directeur-generaal, de financieel directeur, de arrondissementscommissaris of de gouverneur en een lid van het provinciecollege of van de provincieraad mogen geen bloed- of aanverwanten zijn tot en met de tweede graad, noch door de echt verbonden zijn of wettelijk samenwonen.

Art. 45. In artikel L4142-12, § 2, van hetzelfde Wetboek worden een punt 9° en een punt 10° toegevoegd, luidend als volgt :

" 9° in de gemeente(n) waarin hij zijn functie uitoefent, de directeur-generaal, de directeur-generaal van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn, de financieel directeur, de financieel directeur van het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn of de gewestelijke ontvanger;

10° in één van de gemeenten van de provincie waarin hij zijn functie uitoefent, de directeur-generaal en de financieel directeur."

Art. 46. In het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie :

1° worden de woorden "secretaris" en "gemeentesecretaris" vervangen door de woorden "directeur-generaal";

2° worden de woorden "secretarissen" en "gemeentesecretarissen" vervangen door de woorden "directeurs-generaal", behalve in de artikelen L1123-5; L1123-10, § 2; Boek IV - Titel I - Hoofdstuk IV; L1414-1; L2121-1; L4125-1; L4125-2, § 5; L4125-7; L4125-11; L4125-15; L4143-6; L4143-19; L4143-20; L4145-28 en L4231-1;

3° worden de woorden "griffier" en "provinciegriffier" vervangen door de woorden "directeur-generaal";

4° worden de woorden "griffiers" en "provinciegriffiers" vervangen door de woorden "directeurs-generaal".

Art. 47. In het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie :

1° worden de woorden "plaatselijke ontvanger" en "plaatselijke ontvangers" respectievelijk vervangen door de woorden "financieel directeur" en "financieel directeurs";

2° worden de woorden "provincieontvanger" en "provincieontvangers" respectievelijk vervangen door de woorden "financieel directeur" en "financieel directeurs";

3° wordt het woord "ontvanger" vervangen door de woorden "financieel directeur" behalve als het wordt voorafgegaan door het woord "gewestelijk";

4° wordt het woord "ontvangers" vervangen door de woorden "financieel directeurs" behalve als het wordt voorafgegaan door het woord "gewestelijk", behalve in de artikelen L1124-21, §§ 1, 2 en 3, L1124-23, § 2; L1124-24; L1124-37; L1124-40; L1124-45, § 3; L1124-47; L1124-49, § 2; L1215-6; L1215-9; L2121-1; Boek II - Titel I - Hoofdstuk II - Afdeling 5; L3116-3 en L3321-4, § 1.

Art. 48. In Boek II van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, Titel I, Hoofdstuk II, wordt afdeling 5 vervangen als volgt :

"Afdeling 5. — De directeur-generaal en de financieel directeur

Onderafdeling 1. — De directeur-generaal

Art. L2212-56. § 1. De directeur-generaal wordt benoemd door de provincieraad op grond van een door de provincie georganiseerd vergelijkend examen en met inachtneming van de door de Waalse Regering bepaalde minimale regels.

Er wordt in de betrekking voorzien binnen zes maanden na de vacantverklaring.

De definitieve benoeming vindt plaats na afloop van de stage.

Het provinciecollege gaat over tot de evaluatie van de directeur-generaal en van de financieel directeur onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten waarin de Regering voorziet.

§ 2. De wedde van de directeur-generaal wordt bepaald door de provincieraad binnen de minimale en maximale grenzen van de weddeschaal die van toepassing is op de directeur-generaal van de gemeenten ingedeeld in de hogere categorie overeenkomstig artikel L1124-6. De provincieraad bepaalt de vergoedingen en toelagen die de directeur-generaal geniet zoals de andere provincieambtenaren.

De diensten die de directeur-generaal vóór zijn benoeming in deze hoedanigheid heeft verleend in een federaal, gewestelijk of gemeentelijk bestuur, worden volledig in aanmerking genomen voor de berekening van zijn wedde.

§ 3. Het administratief statuut van de directeur-generaal ligt vast in een reglement dat door de raad opgemaakt wordt met inachtneming van de algemene bepalingen waarin de Waalse Regering voorziet.

De betrekking van directeur-generaal is toegankelijk door werving, bevordering en mobiliteit.

Art. L2212-57. § 1. De provincieraad kan één van de in het statuut van de provinciaal personeelsleden bedoelde tuchtstraffen opleggen aan de directeur-generaal en de financieel directeur.

Onverminderd de prerogatieven van de provincieraad en van het provinciecollege kunnen de waarschuwing en de berisping op behoorlijk gemotiveerd verslag van de hiërarchische meerdere van het personeelslid door de directeur-generaal opgelegd worden aan de leden van het provinciecollege.

§ 2. De directeur-generaal deelt zijn beslissing mee aan het provinciecollege, dat over een termijn van 15 dagen beschikt om het aan zich te trekken. Na afloop van die termijn wordt de beslissing van de directeur-generaal aan het personeelslid meegedeeld overeenkomstig artikel L1215-18.

Art. L2212-58. § 1. De directeur-generaal is belast met de voorbereiding van de dossiers die aan de gemeenteraad of aan het provinciecollege worden voorgelegd.

De directeur-generaal is ook belast met de uitvoering van de fundamentele beleidsassen van het algemeen beleidsprogramma weergegeven in de doelstellingenovereenkomst bedoeld in artikel L2212-61 van dit decreet.

§ 2. Onder het gezag van het provinciecollege leidt en coördineert hij de diensten. Behalve de uitzonderingen bepaald bij de wet staat hij aan het hoofd van het personeel.

§ 3. De directeur-generaal woont de zittingen van de raad en van het provinciecollege zonder stemrecht bij. Hij notuleert ze en zorgt voor het overschrijven van de beraadslagingen. Daartoe houdt hij afzonderlijke registers voor de raad en voor het provinciecollege.

Het huishoudelijk reglement bepaalt de modaliteiten voor het overschrijven en identificeert de beraadslagingen die erin worden overgeschreven.

De aldus overgeschreven akten, evenals de minuten van de beraadslagingen worden binnen een maand ondertekend door de directeur-generaal en hetzij door de voorzitter van de raad of van provinciecollege, hetzij door alle leden van het college die eraan hebben deelgenomen, overeenkomstig het reglement bepaald in het tweede lid.

De afschriften worden niet afgegeven dan ondertekend door de directeur-generaal en voorzien van het provinciezegel, waarvan hij de bewaarder is.

§ 4. De directeur-generaal brengt juridische en administratieve adviezen uit aan de provincieraad en aan het provinciecollege. In voorkomend geval wijst hij op de toepasselijke rechtsregels, maakt hij gewag van de feitelijke elementen waarvan hij kennis heeft en zorgt hij ervoor dat de aanmerkingen waarin de wet voorziet in de beslissingen opgenomen worden.

Die adviezen en raadgevingen worden, naar gelang van het geval, bij de beslissing van het provinciecollege of van de provincieraad gevoegd en aan de financieel directeur overgemaakt.

§ 5. Het voorzitterschap van het directiecomité zoals bedoeld in artikel L2212-62, wordt door de directeur-generaal waargenomen.

Na overleg met het directiecomité wordt de directeur-generaal belast met het opmaken van de voorontwerpen van :

1° het organogram;

2° de personeelsformatie;

3° het statuut van het personeel.

§ 6. De directeur-generaal wordt belast met de invoering en de monitoring van het systeem voor interne controle op de werking van de provinciediensten.

Het interne controlesysteem is een geheel van maatregelen en procedures bedacht om redelijke zekerheid te waarborgen wat betreft :

1° het halen van de doelstellingen;

2° de naleving van de geldende wetgeving en van de procedures;

3° de beschikbaarheid van betrouwbare informatie over de financiën en het beheer zoals ze door de ontvanger verstrekt moet worden.

Het algemene kader van het interne controlesysteem wordt ter goedkeuring aan de provincieraad voorgelegd.

§ 7. De directeur-generaal of zijn afgevaardigde, van hoger niveau dan dat van het geworven of in dienst genomen personeelslid, neemt met stemrecht deel aan de examenjury samengesteld bij de werving of de indienstneming van de personeelsleden.

§ 8. De directeur-generaal ziet toe op het archief. Hij geeft op verzoek en ter plaatse inzage van alle stukken aan de leden van de raad en van het college. Indien nodig geeft hij er een afschrift van af.

Hij zendt aan ieder provincieraadslid een exemplaar van al hetgeen in naam van de provincieraad en van het provinciecollege gedrukt wordt.”.

Art. L2212-59. Bij afwezigheid van de directeur-generaal of van vacature wijst het provinciecollege een waarnemend directeur-generaal aan voor een hernieuwbare termijn van maximum drie jaar. Voor een doorlopende periode van hoogstens dertig dagen kan de directeur-generaal de naam van de ambtenaar die hem moet vervangen, voorleggen aan het provinciecollege.

De waarnemend directeur-generaal geniet de weddeschaal van de titularis.

Art. L2212-60. § 1. De directeur-generaal mag geen beroepsactiviteiten cumuleren. Onder beroepsactiviteit wordt verstaan elke bezigheid waarvan de opbrengst een beroepsinkomen is zoals bedoeld in artikel 23 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met uitzondering van het presentiegeld ontvangen bij het uitoefenen van een mandaat en van de inkomens uit de mandaten bedoeld in artikel L5111-1.

De provincieraad kan op voorafgaand schriftelijk verzoek van de directeur-generaal cumulatie toestaan voor een hernieuwbare termijn van drie jaar, indien de cumulatie :

1° de vervulling van de opdrachten i.v.m. de functie niet in gevaar brengt;

2° niet tegenstrijdig is met de waardigheid van die functie;

3° de onafhankelijkheid van de directeur-generaal niet in gevaar brengt of geen verwarring veroorzaakt met zijn hoedanigheid van directeur-generaal.

De toestemming is herroepbaar indien niet meer wordt voldaan aan één van de toekenningsvoorwaarden. De beslissingen tot toestemming, weigering en herroeping zijn met redenen omkleed.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de cumulatie van beroepsactiviteiten die inherent zijn aan of betrekking hebben op de uitoefening van de functie van rechtswege uitgeoefend. Inherent aan de uitoefening van de functie is elke taak :

1° uitgeoefend krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling;

2° waarvoor de directeur-generaal ambtshalve aangewezen wordt door de provincieraad.

Onderafdeling 2. — Doelstellingenovereenkomst en directiecomité

Art. L2212-61. § 1. De doelstellingenovereenkomst bevat de omschrijving van de wettelijke opdrachten van de directeur-generaal waarin voorzien wordt in het algemeen beleidsprogramma, alsook elke andere kwantificeerbare en haalbare doelstelling die deel uitmaakt van zijn opdrachten.

Ze omschrijft de strategie van de organisatie van de administratie in de loop van de legislatuur met het oog op het vervullen van de opdrachten en het halen van de doelstellingen bedoeld in het eerste lid en drukt ze uit in initiatieven en concrete projecten. Ze bevat een overzicht van de menselijke en financiële middelen die beschikbaar of noodzakelijk zijn voor de uitvoering ervan.

§ 2. De directeur-generaal maakt de doelstellingenovereenkomst op binnen zes maanden na ontvangst en op basis van de opdrachtbrief die het provinciecollege hem zal overmaken bij de volledige hernieuwing van de provincieraad of bij de aanwerving van de directeur-generaal.

Die opdrachtbrief bevat minstens de volgende elementen :

1° de functiebeschrijving en het vaardigheidsprofiel van de betrekking van directeur-generaal;

2° de te halen doelstellingen voor de verschillende opdrachten, met name op basis van het algemeen beleidsprogramma;

3° de toegekende begrotingsmiddelen en menselijke hulpkrachten;

4° het geheel van de opdrachten die hem bij dit Wetboek toegewezen worden, o.a. zijn advies- en disponibiliteitsopdracht jegens het geheel van de leden van de raad.

De directeur-generaal en het provinciecollege plegen overleg over de middelen die noodzakelijk zijn voor de uitvoering van de doelstellingenovereenkomst. De financieel directeur wordt erbij betrokken voor de aangelegenheden waarmee hij belast wordt. Bij gebrek aan akkoord van de directeur-generaal over de middelen wordt zijn advies gevoegd bij de doelstellingenovereenkomst zoals goedgekeurd door het provinciecollege.

§ 3. De doelstellingenovereenkomst wordt jaarlijks geüpdated. Op uitdrukkelijk verzoek van de directeur-generaal kan de doelstellingenovereenkomst in de loop van het jaar bijgestuurd worden door het college. De doelstellingenovereenkomst alsook de updates en eventuele aanpassingen ervan worden aan de raad meegedeeld.

De opdrachtbrief wordt bij de doelstellingenovereenkomst gevoegd.

Art. L2212-62. Er wordt binnen elke provincie een directiecomité opgericht.

Behalve de bevoegdheden toegewezen bij beslissing van het provinciecollege, heeft het directiecomité kennis van alle vragen i.v.m. de organisatie en de werking van de diensten.

Dit comité is samengesteld uit de directeur-generaal, de financieel directeur en personeelsleden die de directeur-generaal kiest onder degenen die functies als dienstverantwoordelijke vervullen, zoals bepaald bij het organigram.

Onderafdeling 3. — De financieel directeur

Art. L2212-63. § 1. De financieel directeur wordt door de provincieraad benoemd. Hij wordt benoemd op grond van een door de provincie georganiseerd vergelijkend examen en met inachtneming van de door de Waalse Regering bepaalde minimale regels.

Er wordt in de betrekking voorzien binnen zes maanden na de vacantverklaring.

De definitieve benoeming vindt plaats na afloop van de stage.

De wedde van de financieel directeur wordt bepaald door de provincieraad overeenkomstig de weddeschaal die van toepassing is op de directeurs-generaal van de gemeenten van meer dan 80 001 inwoners, zoals bedoeld in artikel L1124-6.

De diensten die de financieel directeur vóór zijn benoeming in deze hoedanigheid heeft verleend in een federaal, gewestelijk of gemeentelijk bestuur, worden volledig in aanmerking genomen voor de berekening van zijn wedde.

§ 2. Het administratief statuut van de financieel directeur ligt vast in een reglement dat door de raad opgemaakt wordt met inachtneming van de algemene bepalingen waarin de Waalse Regering voorziet.

De betrekking van financieel directeur is toegankelijk door werving, bevordering en mobiliteit.

§ 3. De financieel directeur staat onder het gezag van het provinciecollege.

Art. L2212-64. § 1. Bij afwezigheid van de financieel directeur of van vacature wijst het provinciecollege een waarnemend directeur-generaal aan. In spoedgevallen en voor een doorlopende periode van hoogstens dertig dagen wijst de financieel directeur de ambtenaar die hem moet vervangen, aan.

Hij geniet de weddeschaal van de titularis.

§ 2. Bij zijn ambtsaanvaarding en zijn ambtsneerlegging wordt een eindrekening opgemaakt en worden de kas en de boeken overgedragen, onder toezicht van het provinciecollege.

Art. L2212-65. § 1. De financieel directeur vervult de functie van financieel en budgettaire adviseur van de provincie. In het kader van het interne controlesysteem wordt hij belast met :

1° het efficiënt en zuinig gebruik van de hulpbronnen;

2° de bescherming van de activa.

§ 2. De financieel directeur vervult de volgende taken :

1° de boekhouding van de provincie en het opmaken van de jaarrekeningen;

2° de betaling van de door behoorlijk toegelaten volmachtgevers betaalbaar gestelde uitgaven;

3° het beheer van de op naam van de provincie geopende rekeningen en de bedieningen van de algemene kasmiddelen van de provincie;

4° de belegging van de thesauriemiddelen;

5° de controle en de centralisatie van de vastleggingen verricht door de raad, het college of de door hen aangewezen personeelsleden;

6° de controle van de bijzondere ontvangers;

7° de inning en de dwanginvordering van de provinciale taksen zoals bepaald in titel III van Boek II van Deel III van dit Wetboek.

Met het oog op de invordering van niet-fiscale zekere en opeisbare schuldvorderingen kan de ontvanger een door het provinciecollege getekend en voor uitvoerbaar verklaard dwangbevel toesturen. Een dergelijk dwangbevel wordt bij deurwaardersexploot betekend. Dat exploit onderbreekt de verjaring. Een dwangbevel mag door het provinciecollege slechts getekend en voor uitvoerbaar verklaard worden als de schuld opeisbaar, vlottend en zeker is. Bovendien moet de schuldenaar vooraf bij aangetekend schrijven in gebreke gesteld worden. De provincie kan administratieve kosten voor dat aangetekend schrijven aanrekenen. Die kosten zijn voor rekening van de schuldenaar en kunnen bij dwangbevel ingevorderd worden.

De schulden van publiekrechtelijke personen kunnen nooit bij dwangbevel ingevorderd worden.

Tegen dat exploit kan bij verzoekschrift of door dagvaarding beroep ingesteld worden binnen de maand van de betekening;

8° binnen tien werkdagen na ontvangst van het dossier dat het ontwerp en de eventuele verklarende bijlagen inhoudt in alle onafhankelijkheid een voorafgaand en gemotiveerd schriftelijk advies uitbrengen over elk ontwerp van beslissing van de provincieraad of van het provinciecollege met een financiële of budgettaire weerslag van minder dan 22.000 euro.

De termijn van tien dagen bedoeld hierboven kan bij beslissing van de auteur van de akte verlengd worden voor dezelfde duur. In geval van behoorlijk gemotiveerde dringende noodzakelijkheid kan die termijn tot vijf dagen ingekort worden.

Zo niet wordt het advies genegeerd. In voorkomend geval maakt dat advies noodzakelijk deel uit van het dossier dat aan toezicht onderworpen wordt.

§ 3. Op verzoek van het provinciecollege of van de directeur-generaal, brengt de financieel directeur in alle onafhankelijkheid een gemotiveerd schriftelijk advies uit over elke aangelegenheid met een financiële weerslag. Zo niet wordt het advies genegeerd.

Hij kan in alle onafhankelijkheid en op eigen initiatief aan het provinciecollege zijn schriftelijk en gemotiveerd advies of zijn voorstellen uitbrengen over elke financiële aangelegenheid die de provincie of de geconsolideerde eenheden van de provincie en de verschillende juridische en feitelijke verenigingen die toelagen van de provincie krijgen, aangaat.

§ 4. De financieel directeur kan i.v.m. zijn adviezen en voorstellen gehoord worden door het provinciecollege.

§ 5. De financieel directeur brengt minstens één keer per jaar in alle onafhankelijkheid verslag uit aan de provincieraad over de uitvoering van zijn adviesverleningsopdracht. Het verslag bevat o.a. ook :

- een geüpdated retrospectief en prospectief overzicht van de schatkist;

- een raming van de vroegere en toekomstige evolutie van de begrotingen;

- een synthese van de verschillende adviezen die op verzoek of op eigen initiatief werden uitgebracht;

- Het geheel van de financiële gegevens van de provinciale diensten, de provinciebedrijven, de vennootschappen waarin de provincie een participatie van minstens 15 % heeft en van de VZW's waaraan de provincie deelneemt en waarin ze minstens 15 % van de leden van de beheersorganen aanwijst.

In dat verslag kan hij alle voorstellen doen die hij nuttig acht. Hij richt tegelijkertijd een afschrift van zijn verslag aan het provinciecollege en aan de directeur-generaal.

Art. L2212-66. § 1. De financieel directeur mag geen beroepsactiviteiten cumuleren. Onder beroepsactiviteit wordt verstaan elke bezigheid waarvan de opbrengst een beroepsinkomen is zoals bedoeld in artikel 23 van het Wetboek van de inkomstenbelastingen 1992, met uitzondering van het presentiegeld ontvangen bij het uitoefenen van een mandaat en van de mandaten bedoeld in artikel L5111-1.

De provincieraad kan op voorafgaand schriftelijk verzoek van de financieel directeur cumulatie toestaan indien de cumulatie :

1° de vervulling van de opdrachten i.v.m. de functie niet in gevaar brengt;

2° niet tegenstrijdig is met de waardigheid van die functie;

3° zijn onafhankelijkheid niet in gevaar brengt of geen verwarring veroorzaakt met zijn hoedanigheid van ontvanger.

De toestemming is herroepbaar indien niet meer wordt voldaan aan één van de in het tweede lid bedoelde toekenningsvoorwaarden. De beslissingen tot toestemming, weigering en herroeping zijn met redenen omkleed.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 wordt de cumulatie van beroepsactiviteiten die inherent zijn aan de uitoefening van de functie van rechtswege uitgeoefend. Inherent aan de uitoefening van de functie is elke taak :

1° uitgeoefend krachtens een wettelijke of reglementaire bepaling;

2° waarvoor de financieel directeur ambtshalve aangewezen wordt door de provincieraad.

Art. L2212-67. De ambtenaren aangesteld voor de bewaking, de bewaring of het gebruik van waren of materieel aan de provincie toebehorend, zijn verantwoordelijk voor die waren of dat materieel, en worden, wat de zekerheidstelling betreft, gelijkgesteld met de bijzondere ontvangers of met de rekenplichtigen der geldmiddelen.

Van het meubilair der provincie wordt een inventaris opgemaakt. Daaronder zijn begrepen de machines, de apparaten en het materieel die niet zijn toevertrouwd aan de bewaking van de in het tweede lid bedoelde rekenplichtigen.

De inventarissen van het meubilair, opgemaakt voor iedere instelling of dienst, worden om het jaar en bij elke wisseling van verantwoordelijke ambtenaar vergeleken.

Art. L2212-68. Het provinciecollege keurt het organigram van de provinciale diensten goed.

Het organigram is de organisatiestructuur van de diensten van de diensten. Het bevat de hiërarchische betrekkingen en identificeert de functies die deelname aan het directiecomité inhouden.”.

Art. 49. In artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 519 van 31 maart 1987 tot regeling van de vrijwillige mobiliteit tussen de statutaire personeelsleden van de gemeenten en openbare centra voor maatschappelijk welzijn die eenzelfde werkgebied hebben worden de woorden "hierinbegrepen de titularissen van de wettelijke graden" opgeheven.

Art. 50. Zodra dit decreet in werking treedt en indien er geen geschil is, verkrijgen de financieel directeurs van rechtswege de opheffing van de garanties en/of de terugbetaling van de borgsommen neergelegd bij de betrokken instellingen.

Art. 51. Artikel 7 van dit decreet treedt in werking de dag van de maand die volgt op de datum waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. De gevolgen van artikel 7 zijn beperkt tot een weddenverhoging van minimum 2.500 euro ten opzichte van de schaal die van toepassing was op de datum van inwerkingtreding van dit decreet. Het eventuele saldo zal aan het einde van de eerste gunste evaluatie verleend worden.

Art. 52. Dit decreet treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op de datum waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van de artikelen 34, 44 en 45 die in werking treden bij de hernieuwing van de gemeente- en provincieraden van 2018.

In afwijking van artikel 34 en van artikel 44 van dit decreet, zal de onverenigbaarheid bepaald bij L1125-1, 12°, van het Wetboek de plaatselijke democratie en de decentralisatie niet van toepassing zijn op de leden van de gemeente- en provincieraden die voor de inwerkingtreding van het vorige lid verkozen of aangewezen werden en die na die datum ononderbroken zitting blijven hebben in deze organen.

Art. 53. De gemeentesecretarissen en de provinciegriffiers in functie op de datum van inwerkingtreding van dit decreet hebben respectievelijk de hoedanigheid van directeur-generaal.

De plaatselijke en provinciegriffiers in functie op de datum van inwerkingtreding van dit decreet hebben respectievelijk de hoedanigheid van directeur-generaal.

Art. 54. Dit decreet zal het voorwerp uitmaken van een beoordeling twee jaar vóór de volledige hernieuwing van de gemeente- en provincieraden van 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 18 april 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,

Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,

C. DI ANTONIO

Nota

(1) *Zitting 2012-2013* :

Stukken van het Waals Parlement, 744 (2012-2013) Nrs. 1 tot 24.

Volledige bespreking, openbare vergadering van 17 april 2013.

Bespreking.

Stemming.